

JOURNAL
BELGE
MONDIAL!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DOSSIER

L'ILLUSION TECHNOCRATIQUE À LA LUMIÈRE DE LA 5G

Alexandre Penasse
Pages 8-15

**COUCHÉS,
LES PAUVRES !**

Jean-Pierre L. Collignon
Page 3

**TRAVAILLER 5 JOURS
PAR SEMAINE
EST-IL COMPATIBLE
AVEC LA DÉMOCRATIE ?**

Jean-Christophe Giuliani
Pages 6-7

**RENOUVELLEMENT OU
DÉVELOPPEMENT, VIVRE
OU MOURIR SANS FIN**

Nicolas Sersiron
Pages 16-17

**REY, WEBER ET HUNYADI
DÉGOMMENT LE
TRANSHUMANISME**

Bernard Legros
Pages 18-19

EN FINIR AVEC LES PESTICIDES DE SYNTHÈSE

Paul Lannoye
Page 20

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse — Rue Théophile Vander Elst, 89, 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles

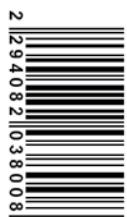
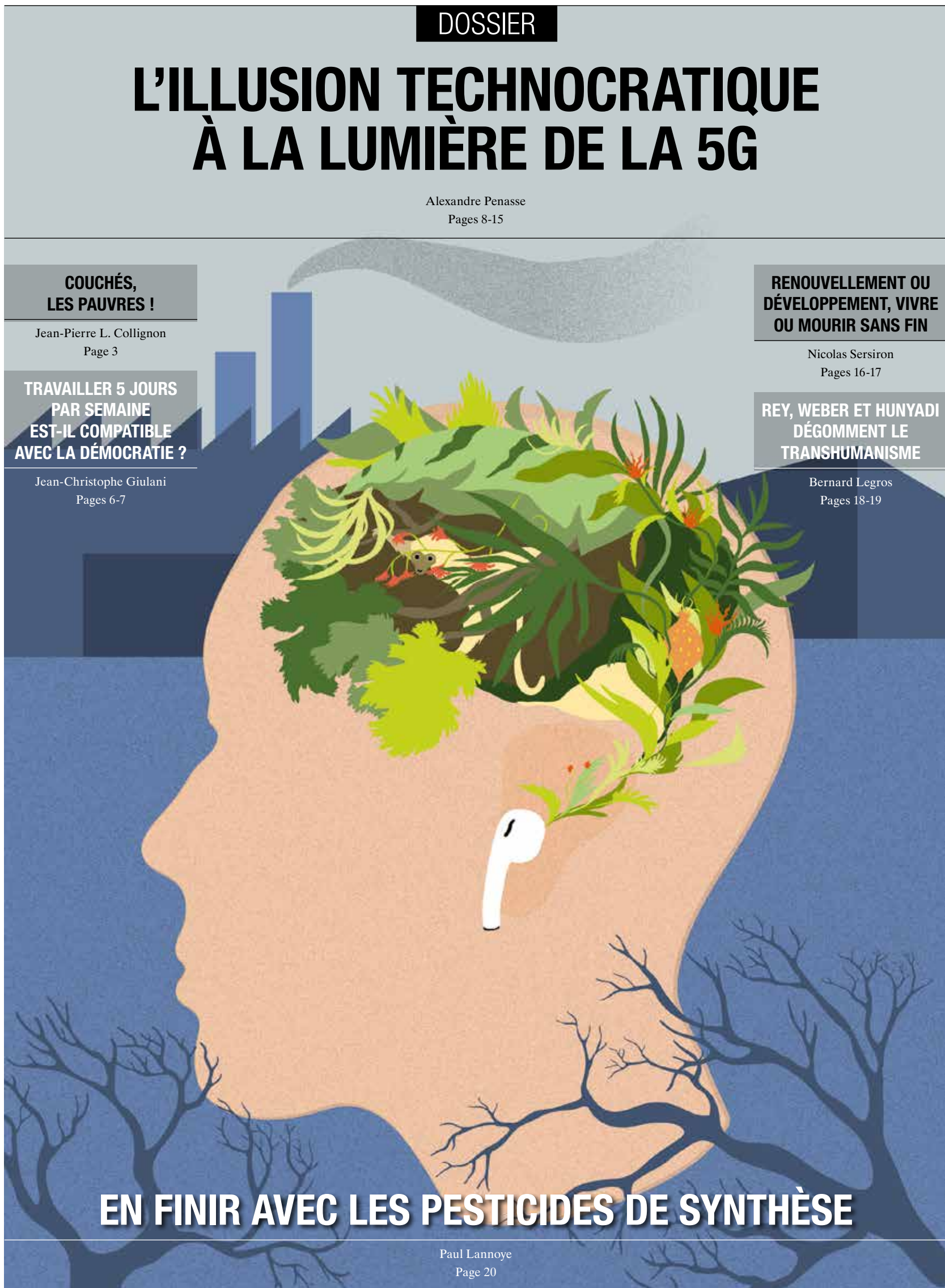


Illustration: Arianna Simoncini



SOMMAIRE

COUCHÉS, LES PAUVRES !

Jean-Pierre L. Collignon / Page 3

MANSET OU BRISER
LES CHÂÎNES DE L'INUTILE

Daniel Zink / Page 4

LES TROIS FORMES
DES RELIGIONS

Alain Adriaens / Page 5

TRAVAILLER 5 JOURS
PAR SEMAINE EST-IL
COMPATIBLE
AVEC LA DÉMOCRATIE ?

Jean-Christophe Giuliani / Pages 6-7

DOSSIER
L'ILLUSION TECHNOCRATIQUE
À LA LUMIÈRE DE LA 5G

réalisé par Alexandre Penasse / Pages 8-15

RENOUVELLEMENT OU
DÉVELOPPEMENT,
VIVRE OU MOURIR SANS FIN

Nicolas Sersiron / Pages 16-17

REY, WEBER ET HUNYADI
DÉGOMMENT
LE TRANSHUMANISME

Bernard Legros / Pages 18-19

EN FINIR AVEC
LES PESTICIDES DE SYNTHÈSE

Paul Lannoye / Pages 20-21

FILS DE PUB

Alain Adriaens / Page 21

RECENSIONS

Pages 22-23

ILLU LIBRE / ANNONCE / BRÈVES

Page 24

GILETS JAUNES, FABULEUX
SYMBOLE D'UNE FRACTURE SOCIALE

Des dizaines de milliers de gilets jaunes qui manifestent depuis trois mois dans toute la France, malgré les violences policières, la répression féroce et ses effets sur des centaines de manifestants (manifestants éborgnés, mutilations, traumatismes divers) ; des milliers d'étudiants qui font grève en Suède, Suisse, Belgique... ; des « marches pour le climat » qui se répètent un peu partout. Cela laisse penser que nous vivons une période inédite, peut-être la plus prometteuse en termes de changements réels depuis mai 68 ? Mais elle est aussi celle qui verra un tournant qui se caractérisera soit par une prise en main populaire de l'avenir soit par un contrôle technocratique sans précédent.

Il est évident que depuis 1968, les forces en présence sont fort différentes : d'un côté un monde économique plus puissant que jamais, propriétaire des principaux moyens de communication de masse et influant sur l'ensemble des décisions politiques dans un monde unipolaire où désormais l'impératif de croissance semble le seul auquel ils peuvent obéir, alors que la fuite en avant depuis 68, quand « tout était encore possible », a saigné la terre comme jamais en 50 années ; de l'autre, une société fragmentée avec des classes moyennes urbanisées, réformistes et non violentes, face à une population précarisée et humiliée, première victime de la mondialisation, ces « beaufs » dont les Dechiens et Canal+ ont amené à graver la caricature dans l'esprit des classes moyennes.

L'engouement politico-médiatique devant les manifestants du climat contraste avec la morgue et la condescendance des mêmes vis-à-vis des gilets jaunes et en dit long sur la perception du risque différent que représentent ces mouvements pour le pouvoir. Cette inégalité de traitement marque la frontière de classes que la propagande nous avait fait oublier, réduisant depuis des décennies le conflit social à « nous » et les « banlieues », analyse proprement inoffensive, car confinée à la sphère « culturelle ». Cette même frontière qui vous revient en pleine gueule quand, espérant trouver chez un ami, la famille, un collègue, une commune vision de ce formidable élan populaire qu'offrent les gilets jaunes, vous recevez comme unique réponse des inepties mimétiques, véritables gramophones de BFMTV ou de la RTBF, avec des « *les gilets jaunes sont quand même violents* ». On ne peut qu'être un privilégié ou un arriviste pour réduire la réaction d'un peuple meurtri à de la violence.

Certes, nous savons que les techniques d'influence des masses ont été longuement éprouvées et sont maintenant au faite de leur efficacité. Ainsi, derrière l'« ouverture » des politiques aux « revendications » des manifestants pour le climat⁽¹⁾, il n'y a qu'une tactique de récupération visant à annexer une contestation populaire à un projet clé sur porte pensé sans le peuple dans les hautes sphères du pouvoir capitaliste. La brèche politico-médiatique veut tracer le sillon du peuple vers le grand piège de la « transition énergétique » que capitaines d'industrie, politiciens

et médias s'emploient d'ores et déjà à nous vendre comme le futur vert⁽²⁾. De fait, s'il est heureux que parmi les manifestants du climat, certains réaliseront vite le subterfuge, il est à souhaiter qu'ils soient assez nombreux, mais, surtout, que s'articule la lutte climatique à celle pour une vie décente, soit gilets vert et gilets jaunes réunis. Non pas ce rouge teinté de verre où l'on se focalise sur la question de la répartition pour mieux éluder celle de la production, mais une posture courageuse qui prenant acte de l'état des lieux garantit une politique écologique et humaine véritable. Point unifié de lutte contre l'exploitation de la Terre et de l'Homme, cette convergence ne pourra aboutir qu'au constat que la solution est dans le changement radical de nos modes de vie, dont la réduction de la production, et subséquemment de la consommation, est le principe fondamental.

L'œuvre est gigantesque, immensité dont le tournis qu'elle génère en nous provient de ce paradoxe d'une perspective à la fois crédible mais grandement improbable, tant nous sommes déjà avancés dans le chaos. Nous entendons évidemment déjà les cris outrés de ceux qui nous réduisent à d'uniques pourfendeurs de l'espoir. Comme eux pourtant, nous souhaitons vivement

le changement, mais notre volonté optimiste ne doit pas occulter tout ce qui empêche qu'ait lieu la révolution que nous appelons de nos vœux. L'unisson des appels climatiques, repris par les stars françaises dans leur dernière supplique (cf. « L'affaire du siècle »), contraste avec le silence sur les responsabilités du système capitaliste et les êtres qu'il a produits, dont le monde de la jet set et du Festival de Cannes est le parfait représentant. Il ne s'agit pas d'être pessimiste, négatif, décourageant. Au contraire, il convient d'identifier les forces antagonistes, les points de friction, les contradictions qui non dépassées restreindront les capacités d'action. Il ne s'agit en effet pas d'acquiescer et de dire « *c'est déjà ça !* », car ce peu ne signifie pas d'emblée qu'on va dans le bon sens. Au contraire, ces petits pas vidés de toute critique contre une société de consommation, du spectacle, du toujours plus, ne participeront pas du changement, mais présagent très certainement le dévoiement d'aspirations légitimes vers des projets prépensés par les élites technocrates dont le but (faire toujours plus d'argent) et les effets (destruction de la Terre et des êtres vivants) seront les mêmes. Le mythe de la transition énergétique et numérique en offre l'exemple parfait, pensé par les élites pour assurer la continuité du capitalisme.

Ce que nous essayons de dire, c'est que certains espoirs sont désespérants, fruits d'illusions bâties sur une certaine ignorance des rapports de force, et que nous trouverions bien plus grisant « *ce désespoir surmonté* » qu'évoquait François Partant. Seul lui sans doute, pourra donner quelque chose.

Alexandre Penasse



Illustration: Cécile Mirande-Broucas

(1) L'hypermédiatisation d'un véritable opposant au système dominant étant impossible (car lui étant contradictoire), ceux qui passent sont toujours indirectement ou directement, volontairement ou malgré eux, au service de l'ordre dominant. Voir « *Quelques remarques sur Greta Thunberg et Extinction Rebellion* », Nicolas Casaux, partage-le.com.

(2) Le Pacte national d'investissements stratégiques, préparé par des chefs d'entreprise et qui devra être mis en œuvre par les politiciens, en est un exemple parfait.

Kairos – Journal antiproductiviste
pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation
et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février,
avril, juin, septembre, novembre
+ un n° spécial à parution aléatoire /
ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLES

Tirage : ce numéro a été
tiré à 2.000 exemplaires

Routage : Cambier

Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue Théophile Vander Elst, 89,
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/880 21 17
M. (00 32) 485/057 744

Rédacteur en chef
Alexandre Penasse

Graphisme
Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements
Sandy De Wilde

Rellecteurs
Janine, Marie-Paule, Nadia, Alain

Gestion
Guillaume D.



Notre publication bénéficie de l'aide à
la presse périodique de la Communauté
Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs/Rédacteurs
Paul Lannoye, Bernard Legros (B.L.),
Jean-Pierre, Léon Collignon, Alain
Adriaens (A.A.), Robin Delobel,
Jean-Christophe Giuliani

Ont contribué à ce numéro
Daniel Zink, Nicolas Sersiron, Xavier
Vanandruel, Michel Brouyaux, Michel
Weber, Francis Leboutte, Adrien Blaton.

Les articles n'engagent que la
responsabilité de leurs auteurs, mais
on ne les laissera jamais tomber!

Illustrations
Arianna Simoncini, Cécile Mirande
Broucas, Léonore Frenois, Gabrielle
Lacombe, Giulia Gallino, Doriane
Millet, Aurélie Garnier, Clémence
Godier, Arnaud Lorne, Aniramsky,
Olivier Spinewine, Priscilla Beccari,
Julie Dall'Arche, Ivonne Gargano

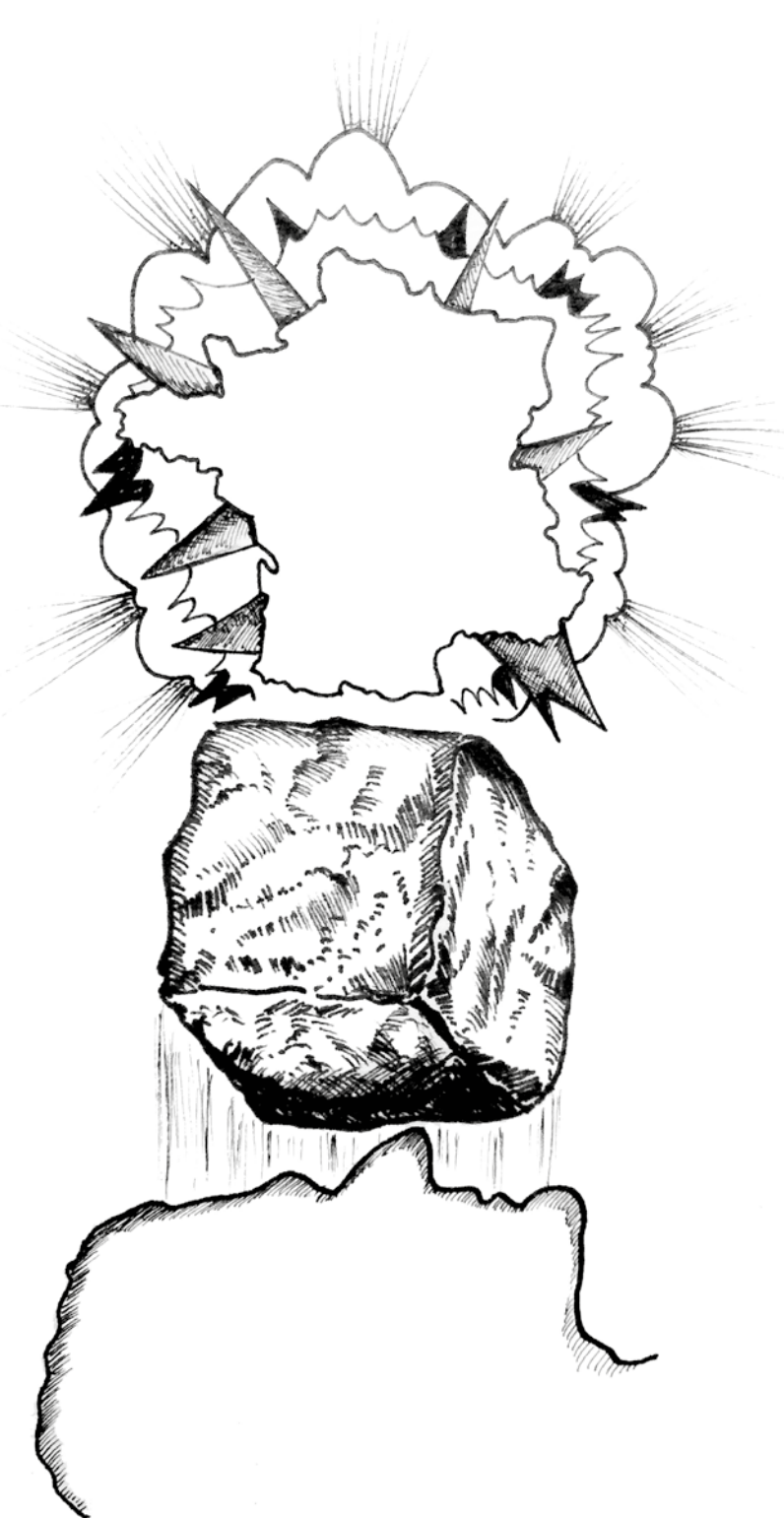
COUCHÉS, LES PAUVRES !

« *Quel que soit le discrédit dont ce mouvement est l'objet de la part de ceux qu'il offusque et dérange et qui s'emploient déjà à lui faire expier son défi insolent – dût-il lui-même déboucher pour un temps sur le vide de la désillusion – nous savons que demeurera intacte sa force d'ébranlement et que rien ne pourra altérer la pureté de son visage ; nulle composition, nul accord avec une société qui s'abrite peureusement derrière une parole autoritaire contre laquelle s'est dressée, dans toute la soudaineté de sa fraîcheur, cette parole bouleversante sortie comme la vérité de la bouche d'un enfant* ».

Louis René des Forêts – *Notes éparses en mai. (1968...)*

C'est un bien surprenant moment auquel nous assistons depuis maintenant de longues semaines. L'irruption aussi soudaine qu'imprévisible du vaste mouvement des « gilets jaunes », en France essentiellement, n'a pas fini d'interroger les esprits. Lesquels, selon la sphère de pensée à laquelle ils appartiennent – à commencer par ceux qui s'agitent dans les milieux du pouvoir – sont confrontés à ce surgissement et tentent vaille que vaille d'y répondre. On l'a vu, le chef du gouvernement français a récemment lancé une contre-offensive musclée à l'encontre des « casseurs », ces « ennemis de l'ordre » et autres « fauteurs de troubles menaçant la République et ses institutions » d'une répression accrue et sans faille. À cet égard, peu d'entre nos fidèles lecteurs seront dupes de ces effets de pure propagande au vu de ce que, depuis le début de cette insurrection populaire venue de nulle part, la manière dont les forces de l'ordre – gendarmes, policiers, CRS et autres agents de la BAC (Brigade anti-criminalité) – ont géré les manifestations dans Paris et les grandes agglomérations où se groupaient, pacifiquement, les « gilets jaunes ». On l'a vu et les réseaux sociaux en ont abondamment diffusé de nombreuses et lamentables images, la violence est venue, à chaque fois et d'abord, des interventions des forces de l'ordre. À laquelle, bien évidemment et par voie de conséquence, les manifestants, hommes et femmes, jeunes ou retraités, journalistes indépendants « nassés », gazés, matraqués et jetés au sol, victimes de tirs de grenades anti-encerclement, défigurés et mutilés par les fameuses et, c'est toujours ça de pris, *non létales* balles de caoutchouc, ont répondu comme ils le pouvaient et, même, comme ils le devaient. Par l'émeute. Et, chaque samedi, depuis le mois de novembre, les choses se sont passées à l'identique. À la violence « *légale et républicaine* » a répondu la violence parfaitement justifiée des insurgés en colère.

Ce qui n'aura échappé à personne dans cette soudaine réapparition d'une lutte des classes jusque-là étouffée par le Spectacle – au sens situationniste – du « *tout va bien dans le meilleur des mondes* » – c'est, bien évidemment, la panique qui s'est emparée des tenants du pouvoir, du président Macron à ses ministres et ses troupes en même temps que de cette désormais tristement célèbre « classe médiatique » dont l'essentiel du travail consiste, depuis de longues semaines, dans le dénigrement systématique du vaste mouvement de protestation qui, bien évidemment, ne peut que les scandaliser et les



effrayer. Sur tous les plateaux de télévision, dans la presse écrite et à de notables exceptions près, les commentateurs patentés, les journalistes « nouveaux chiens de garde » aux ordres de leurs patrons milliardaires, amis fidèles et reconnaissants des énarques qui les servent si bien, ceux de la « télévision d'État » dénoncée par Daniel Schneidermann, y sont allés de tous les mensonges, de toutes les perfidies, de manipulation d'images en déformation systématique des messages qui venaient des « gilets jaunes » s'exprimant publiquement de même pour les analyses et commentaires de la mince frange de ceux à qui on ne la fait pas. Maintenant,

il y a fort à parier que ni les menaces, ni le renforcement annoncé des troupes de la répression, ni les promesses et questions vaseuses de l'hypothétique « débat national », initié par le pouvoir macronien et dont les gens n'attendent rien que du vent et de la poudre aux yeux, rien de tout cela, assurément, ne fera baisser le niveau de colère et d'indignation qui risque bien de se propager partout et davantage encore.

Car tout cela vient de loin, de très loin. Durant des décennies et sous tous les gouvernements et figures présidentielles qui se sont succédé, la part de la population aujourd'hui rendue visible par l'insurrection en cours, a été inexistante aux yeux des tenants des pouvoirs en place ; tant de ceux qui se réclamaient de « la gauche » que de ceux qui affichaient clairement leur ralliement à la doctrine du libéralisme triomphant. Les premiers, on l'a vu, ne se démarquant des seconds que sur des points de détails de l'ordre de la rhétorique sans effets sur la politique menée, semblable à celle de leurs prétendus adversaires. Ainsi, donc, des millions de gens, les chômeurs en fin de droit, les retraités pauvres, les femmes seules avec leurs gosses aux revenus dérisoires, bref, tous ces absents des statistiques ainsi mis au placard, la fameuse précarité sans visage et sans voix aujourd'hui se montre et se fait entendre de magistrale façon. Personne au demeurant ne pourrait prétendre de ce qu'il adviendra du formidable mouvement venu de nulle-part. Si, comme cela est prévisible, le « grand débat » initié par le président Macron ne débouche sur rien de concret ni ne rencontre vraiment les revendications des « gilets jaunes » - qui s'ébauchent au sein de groupes informels un peu partout dans l'Hexagone - il y a fort à parier que le mouvement ne pourra qu'aller en s'amplifiant et se radicalisant. Avec, pour conséquence, on peut le craindre, une répression de plus en plus violente de la part des forces de police dont les excès de toutes sortes sont couverts par le ministre de l'intérieur, Castaner (castagneur?).

Et alors ? Rien. Une Histoire est en train de s'écrire et tout, absolument tout, est possible ; rendez-vous dans quelques semaines avec, certainement, des éléments de réponse qui seront peut-être bien surprenantes à plus d'un titre.

Jean-Pierre L. Collignon

MANSET OU BRISER LES CHAÎNES DE L'INUTILE⁽¹⁾ UNE ÉCOLOGIE POÉTIQUE

Gérard Manset vient de sortir un nouvel album (*À bord du Blossom*). L'occasion de revenir sur les nombreuses créations de ce poète estimé par la critique mais peu connu du grand public, tant il méprise publicité, culte de l'image et autres ventes de soi-même (il n'est quasiment jamais apparu dans une émission télévisée).

Servis par des mélodies et des accompagnements souvent fascinants, ses textes parlent très fréquemment de la nature, de sa destruction, de l'invasion technologique et de ses suites. Sans jamais glisser dans le didactisme, ces chansons nourrissent l'éveil et la révolte. Elles sont à l'exact opposé des nombreux produits kitsch et consensuels des rimailleurs à la mode développement durable. On peut y voir l'expression poétique d'une écologie radicale. Quelques coups d'œil sur des perles tirées de ces trésors.

Manset dénonce, mais sans jamais tomber dans la laideur de ce qu'il pointe. Il évoque d'abord ce qu'on est en train de perdre, et c'est surtout par cette voie qu'il nourrit la colère dont on a besoin. « Dans les jardins du XXI^e siècle / Où les enfants clonés jouent sous les arbres / Le chagrin, la gaieté, ont la couleur du marbre / Et rien n'est plus de ce qui fut aimé / Souvenez-vous de ces longues gorgées / De cette eau pure, le ciel était gorgé ».

Il dit les choses telles qu'elles sont ou deviennent, sans se soucier des sensibilités malsaines (p. ex., celle des gens qui se réjouissent que leurs gamins passent devant leurs smartphones plus de 4 heures par jour – durée qui est déjà la moyenne, chez les enfants. C'est en tout cas ce dont se vante Laurent Alexandre, grand promoteur de « l'intelligence » artificielle⁽²⁾). « Dans ce jardin maudit / Où les enfants mauvais jouent sous les branches (...) À quelques faux moineaux jetant de fausses miettes / Souvenez-vous que la folie les guette (...) / Dans ces jardins et leurs gazons mutants / Et nous peut-être un jour les imitant ».

Le même tableau évoque aussi les illusions de ceux qui croient que la technique, y compris celle présentée comme durable, suffira à éviter le pire : « Souvenez-vous de ces chansons anciennes / Ne reste plus que le filet de vent / Qui fait tourner là-bas les éoliennes / Dont les longs doigts s'étendent sur la plaine ».⁽³⁾

SILENCES AUX MILLE VOIX

Manset sait invoquer des choses sans jamais les dire, de sorte à toucher avec bien plus de force qu'avec des propos explicites. P. ex., dans sa chanson sur l'Amazonie, sur l'album *Manitoba ne répond plus*

plus. Il y décrit cette région où il a voyagé, sans rien dire de la tragédie innommable qui s'y joue depuis tant d'années. Mais cette tragédie n'en est que plus présente, dans toute son immensité. « Oh, Amazonie, que tu es loin (...) / Avec tes grands arbres nus (...) / Tes bassins bleus comme du verre (...) / Tes sons de flûtes inconnues (...) / Comme une page à moitié lue. »

D'une façon aussi pudique que directe, il dépeint les destins des damnés de la Terre. P. ex., les enfants soldats, qu'il a rencontrés au cours de ses nombreux voyages en Asie et en Afrique, bien loin des itinéraires touristiques. « Enrôlés de force / Quelques coups de crosse / sur un visage d'enfant / C'est comme un fruit qui se fend / Dans la jungle, pire encore / Mais que rien n'interdira / Vivant dans son trou, comme un rat / Mais que rien n'interdira (...) / C'est cette eau sale qu'il a bue / Cadavres de chiens, de zébus (...) / Ces lèvres noires qui me sourient / De Lagos à Conakry ».⁽⁴⁾



À bord du Blossom

D'une image enfantine, Manset peut faire une métaphore qui contient à peu près toute la destinée de notre civilisation. « Les maisons, les lacs, les continents / Comme un Lego avec du vent / La faiblesse des tout-puissants / Comme un Lego avec du sang / Force décuplée des perdants / Comme un Lego avec des dents (...) / Les capitales sont toutes les mêmes devenues / Facettes d'un même miroir (...) / Comme un Lego mais sans mémoire ».⁽⁵⁾

En quelques mots simples, ce poète peut suggérer des choses aussi vastes que les rapports entre les peuples, le Nord et le Sud, la vanité et l'illusion des possessions des dominants. « Millions de vies cachées dans des maisons de tôles / Fourmi portant le monde sur ses épaules / qui plie mais ne rompt pas, comme le saule (...) / Maisons, châteaux, murs de sables, murs de vent (...) / Cristal taillé plus pur que le diamant / Qui devient, sous nos doigts, sable, tout simplement ».⁽⁶⁾

Les 3 dernières lignes de *Jardin des délices*⁽⁷⁾, après une évocation aussi sobre que poignante,

disent plus que 100 plaidoyers de valeur : « Quand le monde autour de toi aura tant changé / Que toutes ces choses que tu frôlais sans danger / Seront toutes si lourdes à bouger / Seront toutes des objets étrangers / Où l'a-t-on rangé / Ce bout de verger ? (...) / Avec sa glycine / Comme une racine / Dans la terre plongée / Jardin des délices / Tourne comme une hélice / Dans le fond du crâne ».

CENT FACETTES, UN ESPRIT

L'œuvre de Manset a encore bien d'autres visages, même s'ils forment une unité. Grand voyageur sur Terre, il l'est aussi intérieurement. Dans le passé, il s'est plongé dans le bouddhisme notamment, et évoque d'autres religions et philosophies, dans ses textes. Les doutes peuvent cependant l'envahir douloureusement, ce qui confirme son âme de chercheur. Mais l'esprit et la profondeur sont partout, dans ses créations.

« Quand on perd un ami / C'est peut-être qu'il dort / Dans un autre univers / De gel et de bois mort / Dans un autre décor / Simplement affaibli (...) / Son âme se décolle / Comme un papier jauni / Papyrus d'école (...) / Fakir embaumé / Transpercé de pointes (...) / Peut-être, ce n'est pas / Ce qu'on nous en a dit / Si là-bas il fait froid / Comme il le fait ici ? (...) / Quand on perd un ami / De la lumière subsiste ».⁽⁸⁾

Même si des bijoux se trouvent dans la plupart de ses créations, je pense qu'on accèdera le mieux à l'univers de Manset à travers ses quatre albums sortis entre 1998 et 2008. Ce sont eux qui témoignent le plus pleinement de ses pouvoirs de poète, qui, auparavant, se révélaient plus ponctuellement – même si avec force également. Les deux derniers

albums, quant à eux, sont d'un accès plus difficile. Bon à savoir : Manset est aussi écrivain et peintre (et vient de publier le récit *Cupidon de la nuit*).

Espérons qu'il nous aidera longtemps encore à nous élever. Pour que le jardin que fut le monde reste autre chose qu'un souvenir et une torture au fond du crâne.

Daniel Zink

(1) L'album de Gérard Manset sorti en 1985 s'intitule *Prisonnier de l'inutile*.

(2) France Culture, *Répliques, L'exploration du futur : transhumanisme et intelligence artificielle*.

(3) Cet extrait et les précédents sont tirés de la chanson *Les Jardins du 21^e siècle*, album *Le Langage oublié*.

(4) Extraits de *L'Enfant-soldat*, album *Obok*.

(5) Extraits de *Comme un Lego*, album *Manitoba ne répond plus*.

(6) Extraits de *Que deviens-tu*, album *Lumières*.

(7) Album *Obok*.

(8) Extraits de *Quand on perd un ami*, album *Le Langage oublié*.

LES TROIS FORMES DES RELIGIONS

On a vu dans un précédent article⁽¹⁾ que ceux qui ont besoin d'effrayer leurs populations, afin de les maintenir sous leur domination, ont inventé la menace de la guerre des civilisations. Or, cette guerre menaçante, qu'ils veulent faire croire éternelle, est imaginée comme conséquence de l'affrontement de différentes cultures basées sur des religions jugées irréconciliables. Or, à y regarder de plus près, dans notre monde globalisé, toutes les religions se déclinent aujourd'hui selon trois modalités finalement très proches.

Raphaël Liogier est un sociologue dont les recherches portent sur la mutation des identités religieuses, en particulier dans l'actuel contexte de globalisation. Il est donc bien placé pour connaître les mythes contemporains, les constructions imaginaires individuelles et collectives et leurs conséquences politiques et sociales. Il a étudié le bouddhisme⁽²⁾, la laïcité⁽³⁾, l'islam⁽⁴⁾ et les a comparés⁽⁵⁾. Dans un récent ouvrage⁽⁶⁾, il avance une synthèse argumentée qui jette un doute plus que sérieux sur les thèses de ceux qui prétendent que la petite dizaine de grandes civilisations, et les religions qui les sous-tendent, ne peuvent que s'opposer en des conflits violents.

Bien sûr, il n'est pas question de nier qu'existent des identités multiples et que celles-ci « *prédatrices, s'exhibent, jouent et s'opposent sur la scène planétaire* » mais la globalisation, avec ses langages communs (scientifico-technologique, anglais...), avec des échanges permanents (commerciaux, étudiants, touristiques...) uniformise la planète et fait que l'autre n'est plus cet inconnu, lointain et effrayant. En particulier, les religions, censées séparer de manière irrévocable et irréductible les groupes humains, partagent en fait des évolutions communes. Au final, les divisions les plus rudes se vivent au sein des religions et pas nécessairement entre elles. Ainsi, on peut relever trois polarités majeures qui traversent toutes les religions.

LES TROIS POSTURES RELIGIEUSES

Dans chaque religion, on peut trouver les mêmes manières de vivre ses croyances.

1) Le charisme met l'accent sur l'émotion, vécue de façon collective. Il est aujourd'hui majoritaire dans le protestantisme (au niveau mondial) avec les mouvements néo-évangéliques dont on connaît l'influence, souvent négative, notamment aux États-Unis et au Brésil où ils ont largement contribué à porter au pouvoir des dirigeants d'extrême droite (Trump et Bolsonaro). Le nouveau charisme est aussi actif au sein de l'Église catholique. On connaît moins les charismatiques bouddhistes (le mouvement Sōka Gakkai) ou les télécoranistes qui, en Égypte, copient les pasteurs

évangélistes qui pullulent sur les chaînes télé états-uniennes.

2) Les fondamentalistes sont ceux qui adoptent et développent à l'excès les thèses du choc des civilisations. On connaît (et déteste) bien évidemment les néo-fondamentalistes musulmans dont la figure honnie est celle de Ben Laden et de ses émules djihadistes qui ont mis en œuvre, à leur échelle, la guerre des religions. Les salafistes, heureusement moins guerriers mais isolationnistes, partagent cette option. Mais on trouve aussi des catholiques intégristes en Europe occidentale, des orthodoxes rabiques en Russie et des juifs ultra-orthodoxes qui massacraient allégrement tous les musulmans de Palestine si on ne les en empêchait (en général) pas. Alors que l'on croyait que le bouddhisme, philosophie plutôt que religion, était épargné par cette dérive, les horreurs commises par les bouddhistes birmanes à l'encontre de la minorité musulmane des Rohingyas a forcé à constater que personne n'était à l'abri de cette dérive sectaire.

3) Heureusement, au sein de chaque religion, existent des courants spiritualistes qui cultivent leur foi mais sans la considérer comme une machine de guerre dressée contre les autres variétés du croire. Ainsi, on trouve dans la pensée d'un néo-soufi musulman pas mal de points communs avec ce que croit un bouddhiste occidental.

L'INDIVIDUALO-GLOBALISME

Ces manières de croire sont en fait des réactions face à une évolution originale qui n'est apparue que depuis un siècle. Dans les sociétés occidentales développées, industrielles ou même récemment post-industrielles (celles qui ont façonné le monde ac-

tuel), une sécularisation touche une partie de plus en plus importante des populations. En Europe occidentale (surtout Scandinavie et pays francophones) beaucoup se disent athées. Si ceux-là ont rejeté les religions traditionnelles de leurs contrées, cela ne veut pas dire qu'ils parviennent à ne plus croire en rien. Dans les années 60 et 70, on a ainsi vu se développer les mouvements dits New Age qui empruntaient beaucoup aux spiritualités orientales en un joyeux mélange. Ce *zapping* religieux n'est plus resté minoritaire et, peu à peu, il a influencé une grande partie des populations. Aujourd'hui, parmi les classes privilégiées d'Occident, le yoga, le taï-chi-chuan, la méditation, les pratiques néobouddhistes, néo-chamaniques... conquièrent des parts croissantes du marché du spirituel. Dans les zones du monde moins privilégiées au plan économique, ce ne sont que des minorités, celles des *winners* de la globalisation néo-libérale, qui adoptent de telles options spiritualistes.

Dans des proportions variables selon le degré de développement économique et social, ceux qui sont encore intégrés mais se sentent très précarisés adoptent des croyances charismatiques (pentecotistes en Amérique latine, évangélistes en Afrique sub-saharienne...) et ceux qui se sentent exclus (que ce soit individuellement ou collectivement) optent pour des postures fondamentalistes (notamment au Moyen-Orient, minorisé depuis la chute de



Illustration: Giulia Gallino

(1) « Le refuge identitaire », *Kairos* n°37.

(2) *Le Bouddhisme mondialisé*, Éditions Ellipses, 2003.

(3) *Une laïcité « légitime »*. La France et ses religions d'État, Médicis Entrelas, 2006.

(4) *Le Mythe de l'islamisation, essai sur une obsession collective*, Le Seuil, 2012.

(5) *Les Évidences universelles*, Éditions de la Librairie de la Galerie, 2011.

(6) *La guerre des civilisations n'aura pas lieu : coexistence et violence au XX^e siècle*, CNRS Éditions, 2016.

TRAVAILLER 5 JOURS PAR SEMAINE EST-IL COMPATIBLE AVEC LA DÉMOCRATIE ?

Du grec *démós*, « ensemble des citoyens » et *kratos*, « pouvoir », la démocratie désigne le régime politique dans lequel le pouvoir est détenu et exercé par l'ensemble des citoyens. Comme ils détiennent la légitimité du pouvoir politique, les citoyens participent aux délibérations et aux prises des décisions qui concernent le vote des lois, du budget, des impôts et de l'organisation du « vivre ensemble ». Tandis que dans une démocratie directe, les citoyens exercent directement leur souveraineté, dans une démocratie représentative, ils l'exercent par l'intermédiaire de représentants élus (président, députés, maires, etc...). Dans un régime démocratique, la constitution et les lois permettent de garantir l'égalité des droits, la liberté d'expression, d'association et de culte et de disposer d'une presse libre. Puisque chaque français a la liberté de s'exprimer, d'élire ses représentants, de s'associer et d'adhérer à l'association, au parti politique ou à la religion de son choix, le régime politique de la France apparaît démocratique.

Afin de déterminer si les Français vivent réellement sous un régime démocratique, il m'est apparu pertinent de me référer au modèle démocratique athénien, à la conduite des pratiques de Michel Foucault et à la description qu'Alexis de Tocqueville faisait de l'Amérique au début du XIX^e siècle.

Le modèle politique athénien, du Ve au IV^e siècle avant J.-C.⁽¹⁾, qui reposait sur la démocratie directe, est souvent pris en exemple. Qu'ils soient riches ou pauvres, tous les citoyens athéniens avaient le droit, d'une part, de participer aux délibérations et aux prises de décision qui concernaient la vie politique de la cité (fixer le montant des impôts, voter les lois et le budget, faire la paix ou la guerre, etc...), et, d'autre part, d'être élus au tirage au sort à la *Boulé* (Conseil des Cinq-Cents qui préparent les lois et veillent à leur application) et à l'*Héliée* (tribunal populaire) pour une durée d'un an. Ces droits étaient exclusivement réservés aux citoyens. Pour être citoyen, il était nécessaire d'être un homme libre, d'avoir un père athénien, d'être inscrit à l'âge de 18 ans sur les registres de son *dème* (circonscription administrative à la base de la vie civique) et d'avoir fait son éphébie à 18 ans (service militaire de 2 ans). Étant donné que les esclaves, les étrangers ou métèques, les femmes et les garçons de moins de dix-huit ans n'avaient pas le droit au statut de citoyens, sur les 380.000 habitants que comptait Athènes en -431 avant J.-C., seuls 42.000 étaient citoyens, soit 11% de la population⁽²⁾. Même si les ouvriers, les paysans, les pêcheurs, les artisans et les marchands avaient le statut de citoyen, comme ils étaient absorbés par le travail, ils ne disposaient pas de suffisamment de temps libre pour participer régulièrement aux assemblées citoyennes de l'*ecclesia*. Seuls les aristocrates et les riches propriétaires terriens, qui détenaient de nombreux esclaves et disposaient de temps libre, avaient les moyens d'y participer. Pour encourager les citoyens les plus pauvres et éloignés de la ville à participer

à la vie politique de la cité, Périclès mit en place une indemnité journalière de présence au sein de la *Boulé* et de l'*Héliée*⁽³⁾. Malgré ces indemnités, sur 40.000 citoyens, seuls 6.000 Athéniens qui n'étaient pas contraints de travailler pour assurer leur subsistance avaient réellement le temps libre de se former, de participer à l'*ecclesia* et donc, de contribuer à la vie politique de la cité.

Bien que la légitimité du pouvoir politique soit incarnée par les institutions de l'État, Michel Foucault a montré que le pouvoir se manifeste à travers un mode d'action plus ou moins calculé, réfléchi et conscient destiné à orienter le comportement et les possibilités d'action de groupes et d'individus libres, qu'il a nommé « *conduite* ». « *Conduire des conduites* »⁽⁴⁾ consiste à mettre en œuvre des techniques, des procédures, des pratiques et des mécanismes de coercition plus ou moins visibles destinés à définir, à organiser, à diriger et à mener la « *conduite des hommes* »⁽⁵⁾. La conduite opère sur le terrain même de la pratique, pris au sens le plus élémentaire du terme : ce que fait concrètement un individu au quotidien. « *Il s'agit d'établir, selon Foucault, les présences et les absences, de savoir où et comment retrouver les individus, d'instaurer les communications utiles, d'interrompre les autres, de pouvoir à chaque instant surveiller la conduite de chacun, l'apprécier, la sanctionner, mesurer les qualités ou les mérites. Procédure donc, pour connaître, pour maîtriser et pour utiliser.* »⁽⁶⁾ Les pratiques s'organisent et s'ordonnent à l'intérieur d'un système de normes, de valeurs et de procédures qui leur confèrent une certaine forme de légitimité. Puisque « *ce sont des schémas qu'il trouve dans sa culture et qui lui sont proposés, suggérés, imposés par sa culture, sa société et son groupe social* »⁽⁷⁾, Foucault montre que le choix d'une pratique ne relève pas de l'individu, mais d'une suggestion sociale dont il est rarement conscient.

À partir de ce constat, l'activité professionnelle n'apparaît pas comme un simple moyen de production, mais comme un mode de conduite des pratiques à caractère culturel ou idéologique destiné à structurer le comportement des individus et le rythme de la société. Étant donné que la plupart des interactions sociales que les individus tissent les uns avec les autres se passent dans le cadre d'une entreprise ou d'une administration, la pratique quotidienne d'une activité professionnelle se révèle être un instrument d'organisation et de contrôle non violent de la société. La norme de la semaine de travail étant de 5 jours, ce n'est donc pas l'État, mais les entreprises qui ont la responsabilité et la charge, d'une part, d'organiser et de structurer le rythme de vie des individus et de la société, et, d'autre part, de surveiller, de contrôler et de punir pour maintenir l'ordre social.

Le contrat de travail étant un contrat de subordination, ce ne sont pas les salariés, mais les dirigeants d'entreprises qui fixent les objectifs et les moyens de les atteindre. Puisque les salariés

n'élisent pas leurs dirigeants et ne participent pas aux délibérations concernant l'organisation du travail, la négociation collective des salaires et la redistribution des bénéfices, le mode de fonctionnement des entreprises n'est pas démocratique, mais bureaucratique, voire pour certaines autoritaire. L'instrument de contrôle des entreprises est la peur du chômage qui a remplacé la peur de la violence physique des régimes autoritaires. Étant donné que ce n'est pas la peur de la violence policière, mais du chômage qui permet de maintenir l'ordre social, ce n'est pas l'État, mais l'économie ou, plus précisément, les entreprises qui détiennent le pouvoir. Bien que le régime politique de la France apparaisse démocratique, comme les employés, les ouvriers et les cadres se rendent 5 jours par semaine dans une entreprise, dont le mode de fonctionnement s'apparente à un système bureaucratique, les Français ne vivent donc pas au quotidien sous un régime démocratique.

La description qu'Alexis de Tocqueville fait de l'Amérique permet également de questionner la nature du régime politique de la France. « *Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde : je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas ; il les touche et ne les sent point ; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie.*

Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages ; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ? »⁽⁸⁾

Même si le peuple est souverain, les citoyens français exercent leur autorité par l'intermédiaire de représentants élus au suffrage universel. Encore faut-il qu'ils soient des citoyens. Comme ils travaillent 5 jours par semaine, l'ouvrier, le cadre, le chef d'entreprise, l'entrepreneur, l'artisan, etc... ne se déterminent pas à partir de leur statut de citoyens, mais de travailleurs. En fonction de son re-

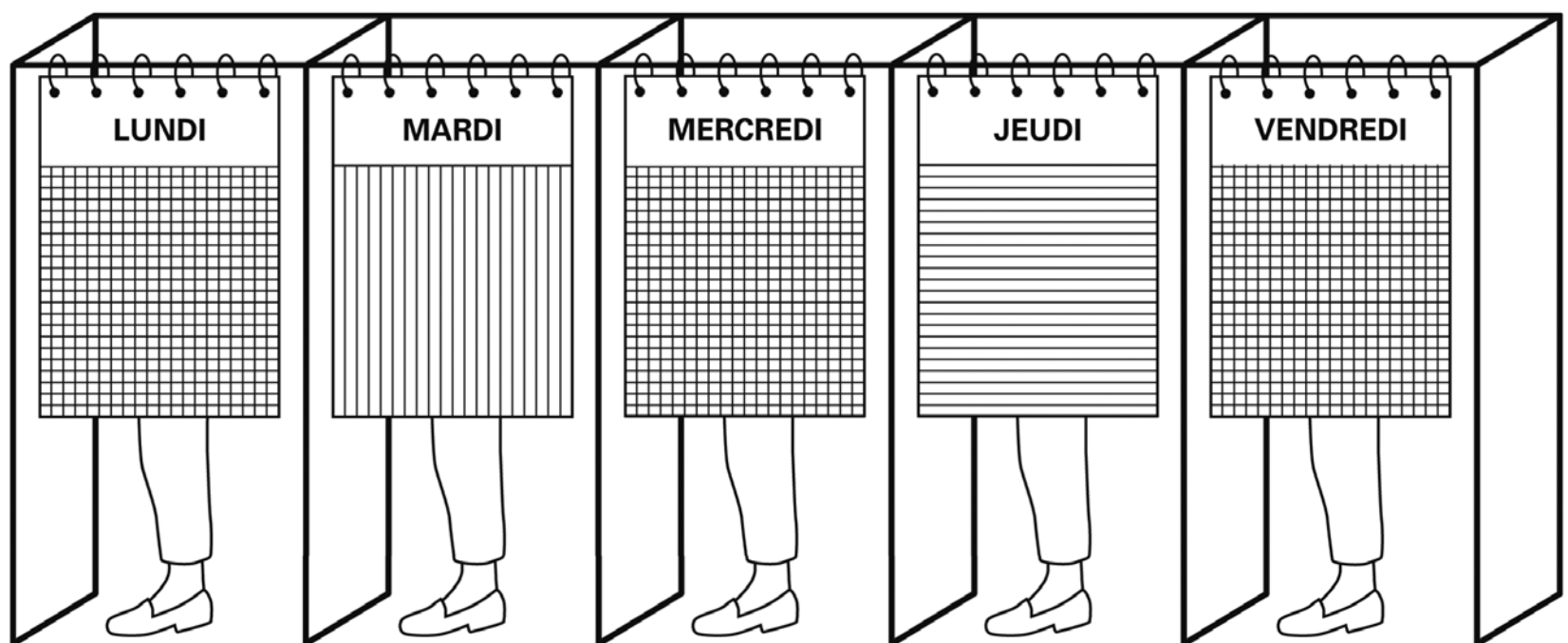


Illustration: Doriane Millet

venu, la liberté du travailleur se limite bien souvent à un choix entre une offre de biens et de services marchands plus ou moins prestigieuse. En s'identifiant à sa consommation, l'individu associe à son statut de travailleur celui de consommateur. Étant donné qu'il est déterminé par son activité professionnelle et sa consommation, le peuple français n'est donc pas composé de citoyens, mais de travailleurs/consommateurs.

Le régime politique de la France étant représentatif, l'exercice de la citoyenneté du travailleur/consommateur se limite bien souvent à déposer un bulletin de vote dans une urne. Pour se former et s'informer sur les lois, les candidats à élire, ainsi que sur des sujets économiques, politiques, sociaux, écologiques, climatiques, etc... qui le concernent, le travailleur/consommateur fait confiance à la presse et aux médias, qui sont détenus à plus de 80% par les dix plus grandes fortunes de France⁽⁹⁾. Les journaux, les émissions de radios et les chaînes de télévision de ces élites diffusent et propagent des idées, des valeurs et des croyances qui fabriquent l'adhésion et le consentement⁽¹⁰⁾ des travailleurs/consommateurs au travail, à la société de consommation, aux candidats, aux modes de vie et au projet de société de l'ordre économique. N'ayant pas le temps de se

former, de s'informer et de se consacrer à la vie politique, le travailleur/consommateur délègue la responsabilité de voter les lois qui le concernent (impôts, budget, durée du travail, liberté du commerce et des prix, etc.) à des professionnels de la politique et à de soi-disant experts. En se contentant de voter, de travailler, de consommer, de se divertir et de se replier sur sa sphère privée familiale et amicale, il a perdu l'exercice de sa liberté positive au profit d'un pouvoir tutélaire. En lui ôtant la charge et la responsabilité des délibérations politiques qui le concernent, ce pouvoir tutélaire et paternel, qui comprend des industriels, des banquiers, des milieux d'affaires et des politiques, ne cherche pas à le rendre adulte, c'est-à-dire libre, autonome et responsable. En veillant sur sa sécurité et en l'invitant à jouir, à se réjouir et à se divertir pour se procurer des plaisirs, il veille à le fixer dans l'enfance. Tant que le travailleur/consommateur travaillera 5 jours par semaine et qu'il se contentera de déléguer l'organisation du « vivre ensemble » à des représentants élus, la démocratie apparaîtra comme une fiction ou plutôt, comme une histoire que l'on raconte aux enfants pour les aider à s'endormir.

Jean-Christophe Giuliani

- (1) Wikipédia, *Démocratie Athénienne*, [En ligne] (consulté le 22 août 2018), https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mocratie_ath%C3%A9nienne
- (2) ASP, *Citoyenneté et démocratie à Athènes (V^e - IV^e siècle avant J.-C.)*, [En ligne] (consulté le 22 août 2018), https://www.assistancescolaire.com/eleve/2nde/histoire/viser-le-cours/citoyennete-et-democratie-a-athenes-ve-ive-siecle-av-j-c-2_his_03
- (3) Wikipédia, *Démocratie Athénienne*, [En ligne] (consulté le 22 août 2018), *Op-Cit*.
- (4) Michel Foucault, « *Le sujet et le pouvoir* », in *Dits et écrits (1954-1988) tome IV, texte n°306*, Paris, Gallimard, 1994, p 223.
- (5) Michel Foucault, « *Du gouvernement des vivants* », *Ibid*, texte n°289, 1994, p 125.
- (6) Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, éditions Gallimard, 1975, p 168.
- (7) Michel Foucault, « *L'éthique du souci de soi comme pratique de la liberté* », in *Dits et écrits, Op.Cit*, n°356, p 719.
- (8) De Tocqueville Alexis, *De la démocratie en Amérique II*, Paris, Gallimard, 1961, page 434.
- (9) Osonscauser.com, *Médias : pourquoi 10 milliardaires contrôlent-ils notre information ?*, [En ligne] (consulté le 3 septembre 2018), <http://osonscauser.com/medias-pourquoi-10-milliardaires-controlent-ils-notre-information>.
- (10) Herman Edward et Chomsky Noam, *La Fabrication du consentement : De la propagande médiatique en démocratie*, Marseille, Agone, 2008

l'Empire ottoman ou des immigrés maghrébins de 2^{ème} ou 3^{ème} générations en Europe de l'Ouest). Il y a tant de variétés (néo-kabbalistes, mille variantes de néo-bouddhismes occidentalisés) souvent organisées en réseaux transnationaux, qu'il faut lire les ouvrages de Raphaël Liogier pour commencer à s'y retrouver un peu.

Il ressort d'une analyse sociologique non partisane que toute cette complexité des religiosités modernes s'organise autour (pour, contre, à côté) de l'émergence d'une manière de penser que l'on peut appeler individualo-globalisme et qui force les religions traditionnelles à se refonder dans un nouveau moule imaginaire. Les lecteurs de *Kairos* ne doivent pas se sentir étrangers à ce mode de pensée qui entend concilier attention à soi et attention au monde (les autres sociétés). Culture du bien-être, hédonisme modéré, réinterprétation des vérités des religions traditionnelles sous le regard des connaissances scientifiques modernes, libéralisme culturel, féminisme, anti-spécisme, acceptation des

pratiques sexuelles et de mœurs minoritaires, écologisme plus ou moins mystique : toutes ces options concourent à l'émergence d'une société post-matérialiste.

L'INTÉRÊT DES PEUPLES

Il est clair que cette évolution sociétale de fond ne se fera pas sans tensions, sans conflits, sans violences parfois. Toutefois, tous ces heurts, s'ils se déroulent au sein des sociétés, sont en général à petite échelle. Ils font bien moins de dégâts que les bonnes vieilles guerres entre États qu'aime voir se développer le complexe militaro-industriel qui, lui, privilégie le choc de civilisations bien étanches plutôt que ce brassage incontrôlable. Quelques centaines de morts à coups de couteau, de camion bélier ou même de kalachnikov, ça fait bien moins de profits que des millions de morts grâce à des chars

d'assaut, des chasseurs-bombardiers et des porte-avions nucléaires...

Ces pratiques religieuses ou spirituelles bâtardees, entremêlées, c'est totalement contraire à la logique du *Choc des civilisations*⁽⁷⁾ qui permettrait de se lancer dans des conflits sérieux, rentables et favorables au maintien au pouvoir des minorités dictatoriales qui ont toujours divisé pour régner. Finalement, si c'est inconfortable pour tous ceux qui ont besoin de certitudes pour se sentir rassurés (et ils sont nombreux), ce *melting pot* spirituel, qui ressemble finalement assez fort à la complexité du vivant, nous préservera peut-être de la tranquillité des cimetières militaires.

Alain Adriaens

- (7) Samuel P. Huntington, *Le choc des civilisations*, Odile Jacobs, Histoire, 2000.

NOUVELLES TECHNOLOGIES ET TRANSITION NUMÉRIQUE, L'ILLUSION TECHNOCRATIQUE À LA LUMIÈRE DE LA 5G

« *Le pire des catastrophismes n'est pas d'annoncer les catastrophes quand on pense qu'elles se préparent, mais bien de les laisser survenir par le seul fait qu'on ne les a pas prévues et, pire encore, qu'on s'est interdit de les prévoir. C'est pourquoi je classerais volontiers dans la catégorie des "catastrophistes" les innombrables auteurs qui s'emploient à rassurer l'opinion, sans mettre en cause le système mondial, sa dynamique et son évolution* ».

François Partant, *La ligne d'horizon, essai sur l'après-développement*.

« *Si nous voulons empêcher une catastrophe mondiale, nous devons sans délai opter pour une action radicale, et agir vraiment, cette fois. Mais je ne pense pas que nous soyons prêts à le faire. Je pense que nous sommes foutus* ».

Stephen Emmott, *10 Milliards*.

« *Nos dirigeants sont, en général, ceux qui ont le mieux intériorisé les objectifs du système et, par conséquent, sont immunisés contre les arguments et les preuves qui pourraient le remettre en question* »⁽¹⁾

Clive Hamilton, *Requiem pour l'espèce humaine*.

PRÉAMBULE

Les multiples signaux que nous envoie la nature ainsi que l'état général de la vie et de la Terre qui l'accueille nous indiquent que nous sommes dans une période qui se caractérise par un risque inédit de disparition à grande échelle de l'espèce humaine. « *Après une décennie marquée par la quasi absence d'actions concrètes, même en retenant les hypothèses les plus optimistes concernant la probabilité que le monde prenne les mesures nécessaires, et même en supposant qu'il n'y ait rien que nous "ignorions ignorer", un changement climatique aux conséquences dramatiques est à peu près certain* »⁽²⁾. Les preuves sont sous nos yeux : nous vivons la sixième crise d'extinction des espèces et la première causée par l'homme, la précédente, l'extinction Crétacé-Tertiaire, s'étant caractérisée par une disparition massive des animaux et des végétaux, notamment les dinosaures, il y a 66 millions d'années ; « *le littoral arctique recule de 30 mètres par an dans des régions comme la mer de Laptev et la mer de Beaufort. Le Groenland et l'Antarctique perdent actuellement près de 475 milliards de tonnes de glace chaque année dans l'Océan (...) La fonte des glaces résultant de nos activités entraîne le rejet de quantités considérables de méthane contenues dans l'océan Arctique* »⁽³⁾ ; etc., etc.

« *Une hausse supérieure [de 2° de la température moyenne] entraînerait le risque d'un changement climatique catastrophique menant très certainement à des "points de non-retour" irréversibles, causés par des phénomènes tels que la fonte de la calotte glaciaire du Groenland, le rejet du méthane*

emmagasiné dans le permafrost arctique ou encore le dépérissement de la forêt amazonienne »⁽⁴⁾. Toutes les études montrent pourtant que nous dépasserons les 2°. « *Il est fort probable que la hausse sera de l'ordre de 4°C – et il n'est pas exclu qu'elle atteigne 6°C. Une hausse de 4 à 6°C de la température mondiale serait dramatique. Elle mènerait à un changement climatique hors de tout contrôle, capable de faire basculer la planète dans un état radicalement différent. La Terre deviendrait un enfer* »⁽⁵⁾. « *Les chiffres montrent que même une action rapide et durable au niveau mondial ne nous permettra probablement pas d'empêcher la température de la Terre de croître d'au moins 3°. La fonte des glaces du Groenland aboutira à une augmentation du niveau des mers d'environ 7 mètres, redessinant de façon spectaculaire la géographie de la planète* »⁽⁶⁾. La barrière de corail ne sera bientôt plus qu'un lointain souvenir, la désertification gagne partout du terrain, chaque jour des centaines d'hectares sont déforestés, des espèces disparaissent à jamais.

Au niveau social, tout est à l'avenant, jamais la misère n'a été aussi répandue : ici, au « Nord », dans les foyers qui survivent ; dans nos rues, avec les SDF, laissés-pour-compte de la mondialisation, qui meurent seuls alors que des milliards ne passent jamais par les caisses de l'État, filant directement vers les paradis fiscaux et que huit personnes possèdent plus que la moitié de l'humanité. Plus loin, dans les pays qui ne nous intéressent que parce qu'ils recèlent de matières qui permettent la continuité de nos modes de vie « *non négociables* », où nous plaçons dictateurs et autres despotes qui assureront nos importations et, pour ceux qui se rebifferaient et

tenteraient l'indépendance, nous leur enverrons nos troupes au nom des Droits de l'homme et autres valeurs pétries d'altruisme.

LA FUITE EN AVANT ALORS QU'IL Y A URGENCE

Soit, nous connaissons ces chiffres, ces faits, ces images que les médias de masses nous passent avec fréquence, entre deux pages de publicités, imposant cette double dimension schizophrénique changement/continuité, qui finit par éroder notre moral⁽⁷⁾. Mais alors que cette connaissance devrait nous enjoindre de tout faire pour ne plus jouer le jeu, coupant nos télévisions et recréant des agoras partout pour réfléchir au futur, dans un contexte d'État d'urgence écologique révélant bien plus de perti-

(1) 1. Respectivement, La découverte, 2007, p.104 ; Fayard, 2014, p.196 ; Les Presses de Sciences Po., 2013, p.64.

(2) L'auteur écrit en 2013... Clive Hamilton, Op. cit, p. 10-11.

(3) Stephen Emmott, *Ibid.*, p.108-109.

(4) *Ibid.*, p.142

(5) *Ibid.*, p.143.

(6) Clive Hamilton, *Requiem pour l'espèce humaine*, Op. cit, p.20.

(7) Injonctions paradoxales, avec d'un côté l'ordre de consommer (le fameux pouvoir d'achat) et de l'autre celui de « sauver le climat », dont le pouvoir tente de résoudre la contradiction par le *greenwashing*, la propagation des « bons gestes » individuels et tout ce qui se rapproche de la supercherie du développement durable. Cela étant, la chose n'empêche pas de susciter chez le sujet une forte dissonance cognitive facteur de souffrance, du fait de ces contradictions « insolubles ».

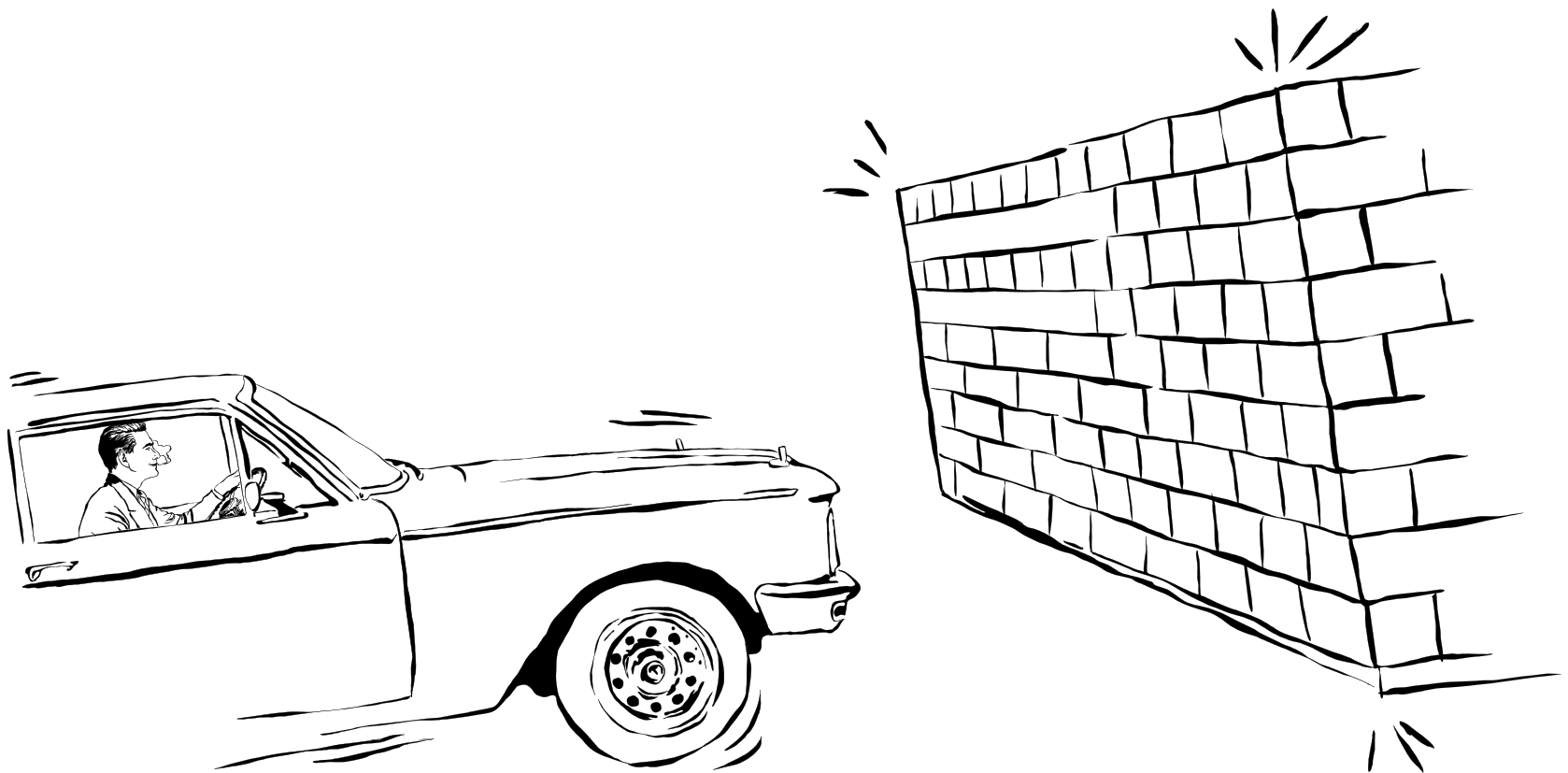


Illustration: Aurélie Garnier

nence que les gesticulations anti-terroristes des gouvernements, les technocrates nous assurent le « *changement dans la continuité*⁽⁸⁾ », en promettant la transition énergétique et la révolution numérique, censées nous libérer du fardeau du travail et assurant une meilleure communication entre les hommes. Comme l'explique Clive Hamilton, « *Les meilleurs climatologues du monde font aujourd'hui monter le signal d'alarme à un niveau sonore assourdissant, car le délai pour agir a pratiquement expiré, et pourtant, tout se passe comme si ce signal était inaudible à l'oreille humaine* ».⁽⁹⁾

Un des miracles de cette « transition » serait notamment la 5G, une technologie venant après la 4G et qui permettra d'atteindre des débits en terme de télécommunication mobile de plusieurs gigabits de données par seconde. Et comme le vent, la pluie et les marées, il ne sera pas question de questionner, sauf sous la forme habituelle du spectacle, où tout est déjà écrit mais où l'on nous fait croire dans les possibilités d'influer sur la trame du récit : l'option du refus n'est pas prévue, on fera donc tout (à renfort de propagande publicitaire dans les rues, à la télévision, la radio, dans les journaux) pour que vous ayez l'impression de le vouloir, d'exprimer votre moi profond quand vous demanderez la 5G. En septembre 2018, Qualcomm, entreprise américaine active dans le domaine de la technologie mobile (Chiffre d'affaires 25,3 milliards de dollars⁽¹⁰⁾), n'affichait-elle pas dans Tout Bruxelles, sur les supports propriété de l'entreprise JC Decaux, le message : « *La 5G va créer de nombreux emplois. Et notre travail, c'est de créer la 5G* ». Dès lors, plus besoin de vrais débats contradictoires. Opérateurs téléphoniques, politiciens, médias, comité mis en place par la Ministre bruxelloise de l'environnement, tous sont acquis à la 5G, certains émettant des doutes affectés, d'autres marquant leur assurance, mais tous convaincus de ce qu'il faut atteindre. Notre chaîne nationale, la RTBF, éprise de cette croyance arbitraire et illusoire qu'« *on n'arrête pas le progrès* », illustrant sous l'argument de la nécessité l'injonction de l'histoire qui s'écrit seule : « *Mais il y a un timing à respecter. La Commission européenne veut que chaque État membre, (et ça vaut aussi pour la Belgique) dispose d'une couverture 5G dans, au moins, une ville pour 2020. Et en 2025, ce sera l'ensemble des zones urbaines qui devront disposer d'une couverture 5G. Y compris les grands axes routiers. On est vraiment dans la dernière ligne droite* »⁽¹¹⁾, avant le mur...

À ce niveau, un extraterrestre débarqué sur la Terre ne serait pas convaincu par tout ce que nous venons de dire, car nous n'avons encore rien dit sur la 5G. Au fait des risques de disparition de notre civilisation, dont il a pris connaissance ici, s'il est un tant soit peu lucide et sain d'esprit, il doit se dire que la 5G est sans doute quelque chose de formidable, un antidote en quelque sorte, ce remède qui

nous permettra de nous en sortir. Nous n'osons pas lui expliquer ce qu'apportera réellement à l'homme cette innovation, tellement nous sommes proches du néant : « *Avec la 5G, les utilisateurs devraient pouvoir télécharger un film haute définition en moins d'une seconde (tâche qui peut prendre 10 minutes en 4G). Et les ingénieurs sans fil affirment que ces réseaux vont également stimuler le développement d'autres nouvelles technologies, telles que les véhicules autonomes, la réalité virtuelle et l'Internet des objets* »⁽¹²⁾.

En somme, nous devrions toujours évaluer la nouveauté à l'aune de cette question que posait George Orwell : « *Cela me rend-il plus ou moins humain ?* ». Si nous pouvons montrer tout ce que cette technologie ôtera à l'homme, il est impossible de dire ce qu'elle lui apportera, alors qu'une grande partie n'a déjà rien, et qui le rendra plus humain, c'est-à-dire capable de vivre pleinement en harmonie avec la nature, de se contenter du minimum, de saisir et comprendre ce qu'il vit, de se rapprocher des autres sans chercher à avoir plus. Qu'y a-t-il d'humain à télécharger un film en moins d'une seconde ?

LA CROISSANCE, ENCORE ET TOUJOURS

Le seul et unique leitmotiv, toujours : la croissance, signifiant toujours plus de produits issus de l'exploitation de la terre et des hommes du « Sud », venant par avions, camions, supertankers : « *L'association entre croissance économique et progrès est si profondément ancrée dans les modes de pensée – qu'ils soient progressistes ou conservateurs, elle est défendue avec tant de vigueur, qu'elle ne peut être fondée que sur un lien empirique banal entre augmentation de la consommation matérielle et augmentation du bonheur d'un pays* »⁽¹³⁾. Dominique Leroy, grande patronne de l'opérateur de téléphonie Proximus (entreprise publique classée en bourse, l'État étant actionnaire principal) n'allait-elle pas dans ce sens déjà en 2015, lorsqu'elle fut invitée au Parlement pour une « *audition sur la future politique de Proximus* », elle reviendra avec cette litanie du « retard » :

« *L'Europe est actuellement à la traîne par rapport à l'Amérique et à l'Asie en matière de développements technologiques et de niveau des investissements dans les TIC. Cette baisse [de la croissance, en Europe, des revenus provenant de l'activité numérique] est due principalement à la législation trop stricte, qui entrave l'innovation* »⁽¹⁴⁾. L'argumentation est toujours identique : on se compare à l'autre et on en déduit qu'il faut aller plus vite⁽¹⁵⁾. Ensuite, on identifie les causes du retard (« *des normes trop strictes* ») et on fait pression (lobby, propagande mé-

diatique, distributions d'« avantages » divers, mise en place de comités adoués par les gouvernements...). Dans ce processus, la nécessité économique fait loi : « *Bien que les niveaux de prix soient importants, il faut investir en permanence au profit de l'économie numérique (...) Ce n'est qu'en investissant et en innovant qu'il est possible de générer une croissance* ».

Jamais le bien commun ni l'environnement ne sont ainsi invoqués comme principes supérieurs⁽¹⁶⁾. Et ce n'est que logique, car on ne peut assurer en même temps la croissance économique et le bien commun. L'élément qui domine tout, c'est le principe de croissance, donc de profit, le reste devant suivre obligatoirement : « *Le déploiement de la 5G nécessite une densification du réseau, c'est-à-dire que concrètement, des antennes supplémentaires doivent être installées* ». Nous ne sommes plus dans le domaine des propositions qui devront être soupesées ultérieurement lors d'un débat démocratique, mais dans celui de l'ordre, où la réalité n'aura qu'à s'adapter : « *L'innovation, surtout l'Internet des objets ("Internet-of-things"), y compris dans le domaine de la mobilité et de la cybersécurité, va radicalement modifier le paysage des télécoms*. » Le paysage est pensé, il ne reste plus qu'à trouver les peintres. Il faut toutefois persuader les sujets que les peintres ne s'affairent que pour eux et constamment assurer le spectacle du bien commun en recourant aux professionnels de la communication : « *La mission de Proximus est de maintenir les personnes en permanence en contact avec le monde de manière à ce qu'elles puissent vivre mieux et travailler plus intelligemment* ».

(8) Cette expression est de Pierre Bourdieu. Voir notamment *La production de l'idéologie dominante*, Raisons d'Agir, Paris, 2008, p.107 ici.

(9) Clive Hamilton, *Op. cit.*, p.16.

(10) <http://www.ieb.be/5G-l-exploitation-sans-travail-c-est-la-sante>

(11) https://www.rtbf.be/info/medias/detail_la-belgique-sera-t-elle-prete-pour-la-5g?id=9990997

(12) <https://spectrum.ieee.org/video/telecom/wireless/everything-you-need-to-know-about-5g>

(13) Clive Hamilton, p.49.

(14) <http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/54/1214/54K1214001.pdf>

(15) Il faut préciser que ce n'est pas vraiment une déduction, la comparaison entre les pays n'est pas la cause de la volonté de faire « mieux », elle n'est qu'un prétexte à la course. Ce n'est donc pas parce qu'ils voient les autres que les États veulent faire mieux, mais parce qu'ils veulent faire mieux qu'ils regardent les autres.

(16) Dans le pacte national pour les investissements stratégiques, véritable feuille de route pour le déploiement tous azimuts des technologies numériques, pas une seule fois le mot « climat » n'est employé dans son sens propre. Cela fait également partie de la novlangue, ce langage propre au pouvoir, qui consiste aussi à utiliser les mots dans des sens figurés qui petit à petit prendront un sens propre. Nous reviendrons plus loin dans notre analyse sur cette question. Dans la même veine, « *L'accord de Paris sur le changement climatique ne mentionne pas une seule fois les mots "métaux", "minerais" et "matières premières"* », voir Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique*, Les Liens qui Libèrent, 2018, p.23.

PRÉPARER LE SUJET

11 septembre 2018 : « *Le comité stratégique a officiellement remis mardi au Premier ministre Charles Michel, lors d'une cérémonie en grandes pompes, organisée dans le musée rénové de l'Afrique à Tervuren, le Pacte National pour les Investissements Stratégiques (PNIS)⁽¹⁷⁾, un plan qui pèse 150 milliards de projets à l'horizon 2030⁽¹⁸⁾* ». Ce plan stratégique s'articule principalement autour des investissements indispensables si la Belgique veut « *emprunter le TGV numérique* » (sic). À propos du comité stratégique, Charles Michel parlera d'« *un panel d'experts apolitiques* » qui fera des « *propositions concrètes aux différents gouvernements du pays* ». Le premier ministre joue le jeu de l'unité, celui où s'exprimerait d'emblée le bien commun, occultant tous les intérêts patronaux : « *Quand on parle de transition énergétique ou de mobilité, on parle aux onze millions de Belges* ». Certes, c'est pour notre bien à tous, mais sous aucun prétexte nous ne pourrions le refuser : « *Les nouvelles technologies, comme l'intelligence artificielle et l'Internet des objets, vont modifier radicalement toutes les facettes de notre vie et de notre travail, ainsi que l'ensemble de la société. La révolution numérique est à la fois un facteur de disruption et un moteur de croissance pour notre économie⁽¹⁹⁾* ». Sur le fait de « *mettre ensemble décideurs privés et publics* » avec « *des budgets des différentes entités du pays, avec l'aval des parlements, et du secteur privé* », le fils de Louis ne s'expliquera pas, cette brutale conversion du privé subitement oubliés du retour sur investissement, désormais soucieux du seul bien des « *11 millions de Belges* », étant pour le moins étonnante.⁽²⁰⁾

Cinq secteurs bénéficieront de cet « *eldorado* » : mobilité, énergie, enseignement, télécoms et santé. Votre bien-être comme mesure de toute chose, le complexe médiatico-politico-patronal fera tout pour vous en convaincre, en commençant par vous présenter tout ce qu'on perdrait si ça n'avait pas lieu : « *Sans lui, ce serait une perte de prospérité de l'ordre de 50 milliards d'euros* ». Ce sera « *au bénéfice de tout le monde, et d'abord, de nos citoyens* »⁽²¹⁾, répète Charles Michel, si nous ne l'avions pas compris. Ces citoyens, gavés par la propagande médiatique pendant des années, sur le « *retard compétitif* », « *le risque de perdre des milliards et des avantages personnels inédits* », seront prêts à accepter cette « *innovation* », ne percevant plus au moment voulu ce qu'on leur propose, et c'est encore mieux s'ils le demandent, comme ce qu'on leur impose.

On a pourtant du mal à saisir pourquoi né d'une volonté de bien commun, on retrouve dans le comité stratégique le seul milieu patronal: Michel Delbaere qui en est le Président, est CEO de Crop's (production et vente de légumes, fruits et repas surgelés) et ancien patron du Voka, mais aussi, parmi d'autres multiples fonctions, président de Sioen Industries ; Dominique Leroy, CEO de Proximus ; Marc Raisière, CEO de Belfius ; Michèle Sioen, CEO de Sioen Industries (leader mondial du marché des textiles techniques enduits et des vêtements de protection de haute qualité.), ancienne présidente de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), manager néerlandophone de l'année 2017, accessoirement impliquée dans le Luxleak ; le baron Jean Stéphane, bien implanté dans les milieux universitaires et politiques, comme ses autres acolytes, ancien vice-président et manager général de la multinationale pharmaceutique GlaxoSmithKline Biologicals, mais aussi président du CA de Nanocyl, *spin off* des universités de Liège et Namur, spécialisée dans les nanotubes de carbone (batteries, voitures, électronique...) ; Pieter Timmermans, administrateur de la FEB. Tous ces individus se connaissent, fréquentent les décideurs politiques, étant ceux qui réellement transmettent les intérêts patronaux aux politiciens qui les transforment en décisions politiques, les électeurs étant encore persuadés que c'est eux qui décident. Ils seront là pour vous convaincre, à l'instar de Marc Raisière, le banquier, qui nous mettra en garde, en nous disant « *si nous ne réalisons pas*

ces investissements, ce sont les générations futures qui en seront les victimes, qui en supporteront les conséquences. »⁽²²⁾ Tout cela « *est véritablement réaliste* », pour Dominique Leroy, CEO de Proximus, grisée par les valeurs d'égalité et de justice.

Tellement « *réaliste* », que le rapport du comité d'experts sur la 5G mis en place par la ministre bruxelloise de l'environnement conclura : « *Un frein important aux nouvelles installations est l'opposition d'une certaine partie du public. Il est donc nécessaire de continuer d'informer et éduquer le public de façon objective, et de dépassionner le débat autant que possible* ». Censés faire un rapport impartial visant normalement la protection de la population, les membres du comité, dont de nombreux scientifiques, recommanderont de « *dépassionner le débat* », pour réduire « *l'opposition d'une certaine partie du public* » et faire disparaître « *le frein aux nouvelles installations* ». La solution donc : nous éduquer et nous informer. On compte sur eux.

À QUI PROFITE LE CRIME ?

Si l'intérêt public des innovations technologiques n'est jamais vraiment questionné chez ceux qui ont la responsabilité de les mettre en œuvre, c'est que les réponses à ces questions révéleraient que, au-delà des questions de santé, d'égalité ou d'environnement, l'initiative de ces projets émane de minorités qui en tireront seules les bénéfices : capitaines d'industries et patrons d'entreprises publiques, dont les choix économiques sont mis en place par des serveurs politiques zélés qui en tireront, eux et parfois leurs proches, un jour ou l'autre, un avantage légal ou occulte, mais toujours illégitime et indécent.

À qui profite dès lors le déploiement de technologies comme la 5G ? Au-delà de toutes les considérations techniques qu'on nous vend comme un progrès, le véritable intérêt, celui qui fonctionne comme moteur, objectif visé de toutes choses, demeure l'appât du gain. Sans celui-ci, il y a de fortes probabilités que personne n'aurait entendu parler de la 5G, aucune recherche scientifique n'aurait été lancée, ni publicités pour « *préparer* » le sujet. Il est dès lors évident que ceux qui escomptent s'enrichir un peu plus ne prôneront pas le principe de précaution, car ils savent à ce moment que les risques environnementaux, sociaux, sanitaires, rentretraient en contradiction avec l'intérêt supérieur de la finance... Ceux qui recueilleront les fruits de la croissance savent en outre qu'elle a avec elle l'ensemble de la classe politique, parti Ecolo inclus : « *Prenant acte du fait que le culte de la croissance constituait un obstacle immuable à toute action concernant le climat, les écologistes ont vite capitulé et affirment que l'on peut avoir le meilleur de chacun des deux mondes, à savoir tout à la fois une atmosphère saine et une croissance économique solide, et qu'en vérité promouvoir les énergies renouvelables pour remplacer les énergies fossiles pourrait accélérer la croissance économique* »⁽²³⁾. Les alliances entre libéraux et écolos aux dernières élections communales belges étant là pour encore étayer ce constat. Il n'y a en effet plus une officine écolo sans son responsable en transition énergétique ou son conseiller numérique. Et pour ceux conscients que la transition est une chimère mais qu'elle sert provisoirement à assurer la croissance de leur capital, ils veilleront bien à se protéger des objets qu'ils promeuvent pour les autres, comme les patrons de la Silicon Valley mettent leurs enfants dans des écoles Waldorf sans écrans ni tablettes. Les zéloteurs de la 5G vivront ainsi dans des zones décontaminées des ondes, se mettant eux et leurs enfants à l'abri des pollutions qu'ils encouragent.

Penser les fondements à la source de toute création apporte donc une certaine lucidité et évite dans un premier temps certaines considérations : pas besoin ici de parler d'environnement, de santé, de biens communs... il suffit de vérifier si la religion de la croissance primait sur tout le reste dès le départ.

Si on parvient à le démontrer, la conclusion arrive d'elle-même : le désir de croissance économique dans une société capitaliste où l'enrichissement repose sur un processus d'exploitation, ne s'accorde jamais avec le respect de la nature, la justice sociale, le bien commun et l'intérêt de tous. L'esprit de lucre ne profite toujours qu'à une minorité et ne peut se concilier avec le souci de la vie. Ce qui suit illustre les vrais intérêts de la 5G.

LE CRÉDIT DE LA « SCIENCE »

En Belgique, les opérateurs (Proximus, Orange, Telenet) et leurs actionnaires, « *doivent* » pouvoir compter sur le déploiement technologique, ils ont donc obligatoirement besoin de l'État pour assouplir des « *normes trop strictes* » et ultérieurement assurer la mise en œuvre des infrastructures nécessaires sur tout le territoire. Mais ceci ne peut se faire, comme on l'a montré, sans feindre le processus démocratique parlementaire ; préparer la population (lui vendre le produit avant qu'il soit là) ; mais aussi apporter le crédit de la science, que le recours aux experts scientifiques leur fournira. La ministre bruxelloise du Logement, de la Qualité de vie, de l'Environnement et de l'Énergie, Céline Fremault, mettra donc dès 2015 sur pied un comité d'experts « *indépendants* ».

Mais arrêtons-nous un instant sur les opérateurs télécom, dont nous ne décrivons que Proximus, entreprise « *publique* » cotée en bourse. Depuis janvier 2014, Dominique Leroy y est administratrice déléguée et présidente de son comité exécutif. Avant cette fonction, qui lui rapporte la bagatelle de 936.903€ (chiffre de 2017, l'équivalent de 78.075,25€/mois), Dominique Leroy a travaillé 24 ans chez Unilever, siégeant au comité de direction de Unilever Benelux⁽²⁴⁾. Elle est aux Conseils d'Administration de BICS et Be-Mobile et présidente du conseil consultatif international de la Solvay Business School, membre indépendant du Conseil d'Administration de Lotus Bakeries et d'Ahold Delhaize. On sait que les grands partis se partagent les postes d'administrateurs dans les plus importantes entreprises publiques : Loterie nationale, SNCB, Proximus, Vivaqua, sans parler des intercommunales (Publifin en offrant un parfait exemple). On retrouve ainsi Stefaan De Clerck chez Proximus, lui qui a été député de 1990 à 2013 au Parlement fédéral, ministre à deux reprises et bourgmestre pendant 11 ans à la ville de Courtrai⁽²⁵⁾. Cette expérience politique n'aura pas été vaine et l'aidera à franchir les portes de l'entreprise où il porte de multiples casquettes : il préside le Conseil d'Administration, est président de la Commission Paritaire, du Fonds de Pension et de Proximus Art ASBL, administrateur de la Proximus Foundation et de ConnectImmo. On le retrouve ailleurs, comme membre de l'Oriental Council d'Euronext, du Comité Stratégique de la FEB, du Conseil d'Administration de Voka, de la BBR (Benelux Business Roundtable), du Advisory Board de KPMG et membre du Bureau de l'Euro-métropole Lille-Kortrijk-Tournai. Pourquoi Stefaan De Clerck trouverait-il dès lors excessif de toucher

(17) https://www.premier.be/sites/default/files/articles/Report_FULL-FR_WEB_FINAL.pdf

(18) « Lancement du pacte national pour l'investissement en Belgique », 11/09/18, www.rtf.be

(19) https://premier.fgov.be/sites/default/files/articles/Report_FULL-FR_WEB_FINAL.pdf

(20) « Rudy Demotte absent de la présentation du plan d'investissements: "On n'est pas là pour lustre le travail du fédéral" », 11/09/18, La Première, www.rtf.be

(21) « Lancement du pacte national pour l'investissement en Belgique », 11/09/18, www.rtf.be

(22) *Ibid.*

(23) Clive Hamilton, Op. cit, p. 55-56.

(24) Produits de grande consommation, 400 marques, 190 pays.

(25) Cette dynamique illustre ce jeu de chaise musicale où les partis placent leurs pions, à la fois pour les remercier et s'assurer leur fidélité, mais aussi pour contrôler l'entreprise publique et connaître ses secrets d'alcôve,

270.000€ d'indemnités parlementaires, lorsqu'il quittera le Parlement pour Belgacom⁽²⁶⁾. N'est-ce pas Proximus qui, il y a peu, affichait partout « *Faites place à l'illimité* » ?

On retrouve encore au CA l'ancien Commissaire européen au Commerce, ministre belge des Affaires étrangères (2004-2009), vice-Premier ministre (2008-2009) et commissaire européen à la Coopération internationale, à l'Aide humanitaire et à la Réaction aux crises (2009-2010), **Karel De Gucht**, qui est aussi professeur à la VUB, Président de l'IES (Institute of European Studies), membre du Conseil consultatif de CVC Capital et siège au Conseil d'Administration d'ArcelorMittal SA et de Merit Capital NV. Les autres viennent ou sont passés par la holding belge Ackermans & van Haaren, sont administrateurs de Pairi Daiza, BSB et Guberna (**Pierre Demuelenaere**) ; de Liquavista (société technologique spécialisée dans la création d'écrans) Philips, KPN, Kroymans Corporation BV, Tom Tom, etc. (**Guido J.M. Demuynck**) ; de Alcatel-Lucent, directeur associé de Qbic Fund (un fond inter-universitaire qui s'occupe de transformer des découvertes technologiques en business durable), Barco, Caliopa, une start-up spécialisée en photonique sur silicium (**Martin De Prycker**) ; de McKinsey & Co, Cockerill-Sambre, ABX Logistics, Aviapartner, bpost, FN Herstal, Investsud (**Laurent Levau**) ; Schneider Electric (spécialiste mondial de la gestion de l'énergie et des automatismes), Colt Technology Services (l'un des principaux fournisseurs télécoms paneuropéens), BT Global Services, McKinsey, où l'administratrice actuelle de Proximus s'est spécialisée dans la stratégie de croissance technologique et télécom au service d'importantes multinationales (**Tanuja Randery**) ; CEO d'Act III Consultants (cabinet de conseil dédié aux transformations numériques), ancienne PDG de Vivendi Universal Publishing, McKinsey, Darty Plc et Neopost SA, CA de The French-American Foundation, The Women's Forum et de l'IDATE (**Agnès Touraine**) ; Chief Financial Officer d'Elia, comité de direction d'APX-ENDEX, Coopers & Lybrand, Contassur (**Catherine Vandendorre**) ; imec ; Technology and Strategy Committee d'ASML, spécialiste des nanotechnologies (**Luc Van den hove**) ; GIMV, Sidmar (Arcelor-Mittal), Sunparks (division de Sunair), Greenbridge Incubator (université de Gand) et du Scientific Investment Board (université de Bruxelles), bpost, Five Financial Solutions (corporate finance), membre du conseil consultatif de plusieurs start-ups high-tech (**Paul Van de Perre**) ; membre de la commission de budget, du comité de rémunération, du conseil de régence de la Banque nationale de Belgique, présidente du conseil d'administration de bpost, administratrice de Belgacom sa ; administratrice de Invest Mons-Borinage-Centre IMBC ; membre du comité d'audit du FOREM, Chief Financial et Accounting Officer chez bpost, Membre du CA de Ethias DC, professeur de gestion et d'analyse financière à l'université de Mons-Hainaut (**Martine Durez**) ; la dernière, **Isabelle Santens**, apporte la touche « mode » au CA, étant Managing Director d'Andres NV, une société de mode belge concevant, produisant et distribuant les marques de vêtements pour femmes Xandres, Xandres xLine et Hampton Bays⁽²⁷⁾.

On aura trouvé cette description un peu longue, mais elle est essentielle pour comprendre qui commande et prendra les décisions qui impacteront le social et la nature durablement. Car, poussés par cette équipe de technophiles liés à des multinationales, des fonds d'investissement, des universités, des banques, des entreprises publiques..., Dominique Leroy et Stefaan De Clerck iront présenter leur vision stratégique lors de l'« audition sur la future politique de Proximus », devant un parterre de parlementaires enthousiastes. Ce sont ces administrateurs, choisis par le Conseil des ministres pour représenter les différents partis, qui décideront des principales orientations de Proximus dans le dessein principal de ne pas nuire aux actionnaires. Ainsi, c'est le Conseil d'administration qui décidera du licenciement de 2.000 postes, alors que le ministre Charles Michel feindra d'être surpris, ayant pourtant placé ses acolytes dans l'ancre de l'opérateur télé-

com, à l'instar des autres « grands » partis. Il faut en effet, avec le soutien indispensable des médias, simuler l'étonnement pour donner l'impression que tout cela n'est pas mûrement pensé et stratégiquement organisé par une élite politico-financière qui vise les mêmes objectifs. Du spectacle, toujours⁽²⁸⁾.

En somme, avez-vous perçu dans le panel des administrateurs de Proximus, un individu capable d'introduire ne fût-ce qu'un doute quant à la pertinence de déployer la 5G en Belgique ? N'y a-t-il pas un patent conflit d'intérêt, dès lors que Proximus demeure une entreprise publique ? Comment par ailleurs assurer le bien commun dès lors que la patronne de Proximus touche 936.000€/an, Stefaan De Clerck pour avoir assisté à huit réunions du CA et onze des différents comités de Proximus, 186.244€, Karel De Gucht 72.000€⁽²⁹⁾ ; quand les jetons de présence au CA de Telenet tournent autour de 3.500€, avec des rémunérations fixes de 45.000€/an, 120.000€ pour le président du CA⁽³⁰⁾ ? ; que Yves Leterme, Patrick Dewael, Siegfried Bracke, pour ne citer qu'eux, ont facturé Telenet pour des conseils rendus, respectivement 55.000€, 82.000€, 66.000€⁽³¹⁾ ? ; que chez Orange, le PDG avait touché en 2016, 1,55 millions d'€⁽³²⁾ ? Peut-il encore y avoir dans de tels cas un souci du bien commun et une prééminence du principe de précaution ?

LE COMITÉ D'EXPERTS : LE RETOUR DE L'IMPARTIALITÉ ?

Devant cet étalage d'indécence, le recours à l'expertise scientifique allait pouvoir apporter des éléments et trancher quant à la décision à prendre. Mais c'était sans compter sur le fait que nous avions à nouveau affaire des convaincus avant l'heure - d'avoir à juger qui allait composer le jury...

C'est le 19 juin 2015 que le gouvernement bruxellois, sur proposition du cabinet de la ministre Fremault, en charge de l'environnement, approuve donc la composition du comité d'experts des radiations non-ionisantes. Si celui-ci est composé de neuf membres issus de plusieurs domaines (médical, scientifique, économique et technologique)⁽³³⁾, cette diversité occulte la réalité d'un comité globalement acquis à la cause technologique, les uns travaillant dans un secteur qui promeut la 5G, les autres étant directement liés aux opérateurs qui les financent. Ce groupe temporaire, dévolu à la tâche d'évaluer « *de manière continue l'impact sur la santé des antennes de GSM* », allait devoir non moins que statuer sur les normes de protection de la santé des Bruxellois.

« Pour assurer à long terme une protection satisfaisante des Bruxellois, ce comité d'experts est essentiel pour évaluer les effets des ondes électromagnétiques au regard des évolutions des technologies et des connaissances scientifiques, des impératifs économiques et de santé publique. »

Céline Fremault, ministre de l'Environnement

La composition du comité

1. Trois membres avec une expertise scientifique sur les effets des radiations non-ionisantes sur la santé et/ou l'environnement :

- **Isabelle Lagroye** (IMS de Bordeaux, Bioélectromagnétisme) est française et membre de l'IC-NIRP, la Commission internationale pour la protection contre les rayonnements non ionisants, dont « *les expertises sont une référence internationale et servent de base à de nombreux pays occidentaux, dont la France, pour définir un seuil limite d'exposition aux ondes* »⁽³⁴⁾. L'ICNIRP se présente comme

une « *commission scientifique indépendante pour promouvoir la protection contre les rayonnements non ionisants (RNI) dans l'intérêt de la population et de l'environnement* »⁽³⁵⁾. Belle déclaration d'intention, mais il n'aurait pas été compliqué au Parlement et au Gouvernement bruxellois de découvrir les conflits d'intérêts passés de celle qui en est une des membres. Isabelle Lagroye finance en effet ses recherches avec l'argent de France Telecom, Alcatel, Bouygues telecom⁽³⁶⁾. Plus récemment, on découvre sur le site de l'OMS qu'elle réalise des études financées par EDF. Isabelle Lagroye est également membre de la Société Française de Radioprotection (SFRP), « *dont les membres bienfaiteurs sont entre autres Areva, GDF-Suez, l'IRSN* »⁽³⁷⁾, qui au départ s'évertuait à propager l'idée que le nucléaire est sans danger, et possède aujourd'hui une branche « rayonnements non-ionisants », qui continue le même travail de propagande.

- **Luc Verschaeve** (Institut de Santé Publique, Département Biomedische Wetenschappen), est président de la Belgian BioElectroMagnetics Group (BBEMG), qui sous l'onglet « Indépendance et intégrité scientifique », note, sans humour : « *Dans la recherche scientifique, il est important de lutter contre la fraude et d'éviter les conflits d'intérêts. C'est d'autant plus important quand la recherche est subventionnée par l'industrie (sic). La meilleure façon de garantir la qualité des recherches et l'intégrité des chercheurs, même sous pression de performance (sic), réside dans le maintien d'une culture de recherche optimale dans laquelle l'observation d'un code éthique strict est primordiale* ». Et quoi de plus efficace pour parer à ce risque d'une recherche scientifique au service de ceux qui la paient, que de se conformer au... « *code d'éthique de la recherche scientifique en Belgique* », et de s'assurer que « *les chercheurs qui participent aux activités du BBEMG s'engagent à observer l'honnêteté scientifique complète* ». Les lobbies tremblent. Nous voilà donc rassurés sur l'impartialité des recherches de BBEMG, « *la collaboration avec Elia ne peut y exercer aucune influence* » (...), « *l'accord énonce clairement que les chercheurs bénéficient à tout moment d'une complète liberté scientifique et qu'ils sont totalement responsables des résultats de leurs recherches.* »⁽³⁸⁾ Elia, gestionnaire du réseau de transport d'électricité en Belgique qui représente au total plus de 8.600km de lignes et de câbles souterrains répartis sur l'ensemble du pays et emploie 1.300 personnes, voit assurément ce code d'éthique d'un bon œil, elle qui fait certainement passer la santé et le bien-être de la population avant ses intérêts financiers. Enfin, ce n'est peut-être pas l'avis des riverains de Woluwé-Saint-Lambert qui s'étaient mobilisés contre les dangers d'émissions électromagnétiques liés à des tranchées 150.000 volts mis en place par Elia. Ces derniers reprochaient notamment à la com-

(26) « Stefaan De Clerck: "Je ne vois pas pourquoi je devrais renoncer à mes indemnités parlementaires" », 28/09/13, www.lavenir.net

(27) <https://www.proximus.com/fr/group/governance/board-of-directors>

(28) « Dans l'entourage de Charles Michel, il se dit (sic) que ce dernier est particulièrement remonté contre le management de Proximus. Le premier Ministre n'a été informé qu'en fin d'après-midi et s'estime mis devant le fait accompli », Le Soir, 09/01/2019.

(29) « Dominique Leroy voit sa rémunération gonfler de 8,2% », 15/03/18, www.lecho.be.

(30) « Telenet veut augmenter la rémunération fixe pour le président du CA », 25/03/17, www.lalibre.be.

(31) « Scandale Telenet: qui a touché combien? », 25/03/17, <https://trends.levif.be>.

(32) « Stéphane Richard mérite-t-il son salaire de 1,55 million d'euros? », 28/09/17, www.capital.fr.

(33) <http://celinefremault.be/fr/ondes-electromagnetiques-designation-de-la-composition-du-comite-dexperts>

(34) « Comment les lobbies nous font croire qu'il n'y a pas de problème avec les ondes électromagnétiques », Marie Astier, 23/01/14, <https://reporterre.net>

(35) <https://www.who.int/peh-emi/project/intorg/fr/>

(36) https://reporterre.net/IMG/pdf/ondes-experts-declaration_d_interets.pdf

(37) « Lobby mode d'emploi? », communiqué de presse de l'association française Robin des Toits - 09/01/2014, <https://www.robindestoits.org>

(38) <https://www.bbemg.ulg.ac.be/fr/index-bbemg/infos-complementaires/independance-et-integrite-scientifique.html>

mune d'avoir accepté l'organisation d'une réunion d'information où Elia présente M. Verschaeve comme « *expert indépendant* », alors qu'ils voient en lui « *cet énième contestataire d'alerte qui apparaît dans les médias ou les colloques afin de discrediter les alertes sanitaires sur les radiations* »⁽³⁹⁾.

- **Jacques Van Der Straeten** ne semble pas l'objet de tels conflits d'intérêts d'une recherche dite au service de la population tout en étant financée par des opérateurs. Ce médecin adopte pourtant la position « *intermédiaire* », typique de l'expert « *faux trublion* » qui, devant la marche en avant du progrès « *inéluçtable* », préconise la prudence individuelle, propre à nos sociétés libérales : d'un côté laissez-faire total aux multinationales qui produisent les objets nocifs, choix individuel de se protéger ou non (d'autant qu'on puisse le faire) de cette nocivité de l'autre. C'est le modèle du paquet de cigarettes et des photos morbides qui l'accompagnent, de ce double message paradoxal où l'on nous vend du poison tout en nous invitant à s'en protéger, si l'on veut, modèle qui exprime le rapport d'un État qui n'a plus prise sur le fonctionnement social, uniquement là pour garantir un contexte propice aux investissements et ajouter quelques touches de régulations palliatives pour conjurer les effets les plus visibles et empêcher un chaos total qui contreviendrait aux intérêts du capital. On laisse faire donc, après on verra : « *Puisque l'usage du GSM est actuellement généralisé, une alternative aux études de type cas-témoins est l'analyse de l'évolution avec le temps de la prévalence des tumeurs cérébrales* »⁽⁴⁰⁾. C'est ce qui s'appelle « *prendre les gens pour des cobayes* »⁽⁴¹⁾.

2. Deux membres avec une expertise scientifique sur les propriétés des radiations non-ionisantes :

- **Yves Rolain** (VUB, Wireless Communications), président du comité mis en place par Fremault, est membre de IEEE, « *the world's largest technical professional organization dedicated to advancing technology for the benefit of humanity* », dont « *l'objectif principal est de promouvoir l'excellence et l'innovation technologique au bénéfice de l'humanité* ». Le tableau de directeurs donne à lui seul une idée des motivations de ceux qui sont à la tête de l'organisation⁽⁴²⁾. L'IEEE qui organisera en octobre 2019, son 2ème forum sur la 5G (The 2019 IEEE 2nd 5G World Forum : « *5GWF'19* »), dont l'objectif est de mener des experts industriels, académiques et de la recherche à échanger leurs visions aussi bien que leurs avancées sur la 5G ». Alors, comme l'IEEE le titre : « *Soyez partie prenante de la Collaboration Globale Créant la 5G pour le Bénéfice de la Société* »⁽⁴³⁾. La messe est dite, les informations sur la 5G reprises sur le site ressemblant plus à une offre marketing qu'aux résultats d'une « *recherche indépendante* », certains « *articles* » ayant manqué leur publication dans un folder de Proximus, comme « *Tout ce que vous devez savoir sur la 5G* »⁽⁴⁴⁾. Yves Rolain recevra un prix de l'IEEE en 2004, 2010, 2011, et 2012. Ne croyez pourtant pas que cela puisse éroder son intégrité...

Doit-on pourtant s'étonner si dans le rapport 2016 du département Elec de la VUB, deux projets que mène Yves Rolain (un entre 2014 et 2019, l'autre depuis 2005), on trouve dans la case « *montant* », la note « *Confidentiel* », alors même qu'on ne stipule pas l'organisme donateur ?

- **Véronique Beauvois** (ULG, Applied and Computational electromagnetics), ingénieure civile électricienne à l'ULiège, fait aussi partie du BBEMG dont le bailleur de fonds est Elia. Un entretien avec elle, publié dans un mémoire de fin d'études,⁽⁴⁵⁾ en dit long sur le rapport entre les deux entités :

« - *Au niveau du BBEMG, comment fonctionne-t-il ?*

- *Le groupe du BBEMG est maintenant financé par Elia. Des projets leur sont proposés et Elia peut accepter ou pas de les financer. Une fois le finan-*

cement attribué, les chercheurs ont toute la liberté pour publier ».

Elle travaille à l'institut Montefiore, qui est en lien avec un ensemble de sociétés *spin-offs*, qui se définit comme « *une nouvelle société créée à partir d'un laboratoire de recherche dont l'objectif est de valoriser commercialement un résultat de recherche (une technologie). Pour ce faire, la société spin-off est en principe liée à l'université par le biais d'un contrat de licence qui établit les conditions du transfert de la technologie du laboratoire vers la société* »⁽⁴⁶⁾. Difficile d'être plus clair.

Parmi celles-ci :

- L'Association des Ingénieurs de Montefiore (AIM), où l'Université de Liège (Ulg) côtoie des sponsors comme Engie Electrabel, Lampiris, Euresis, Schneider Electric⁽⁴⁷⁾, Siemens, Sonaca, Tractebel ;

- Ampacimon, qui œuvre sur tous les continents pour optimiser le réseau, où l'on retrouve de nouveau comme partenaires, Elia mais encore Alstom (transport ferroviaire), Pôle Mecatech (regroupement de près de 250 acteurs industriels et académiques impliqués dans des projets communs de génie mécanique), Cigré (organisation mondiale dans le domaine de l'électricité à haute tension), etc. ;

- Taipro, concepteur de microsystèmes, avec des partenaires comme Technord (spécialisée dans le génie électrique, en intégrant les nouvelles technologies de l'industrie 4.0 pour « *garantir une productivité et une flexibilité optimales des processus industriels de ses clients* »), Guards (systèmes d'information et sécurité informatique), Bion (automatisation et supervision de procédés industriels pharmaceutiques et biotechnologies), Safran (groupe international de haute technologie spécialisé dans l'aéronautique) ;

- Blacklight Analytics, qui lie les compétences informatiques aux systèmes énergétiques, travaillant notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Pas besoin de décrire les quatre autres « *industries universitaires spin-offs* », dès lors qu'on a compris que la recherche sert l'industrie, qui en retour récompense les chercheurs universitaires. De là à dire que la recherche est orientée, que les programmes se calquent sur les intérêts de l'industrie, c'est une évidence. Une scientifique de l'ULB que nous avons interviewée, nous disait⁽⁴⁸⁾ :

- « *L'université met des antennes sur ses toits et reçoit de l'argent pour cela, elle a mis le wifi partout, tout est en wifi dans tous les auditoires... Alors dire que c'est mauvais, ça ne va pas !*

- Kairos : *Vous voulez dire que l'université ne peut plus dire ce qu'elle veut dès lors qu'elle a des intérêts économiques avec des opérateurs et des producteurs de gsm ?*

- *Oui, c'est exactement ça. On ne peut pas dire que ces choses-là sont nuisibles pour les étudiants.*

- Kairos : *Est-ce qu'on vous l'a dit clairement ça ?*

- *Quasi clairement.*

- Kairos : *Vous vous souvenez ?*

- « *"Il y a du wifi ici Madame, et je ne sens rien."* »

Ce vivier d'acteurs universitaires, industriels et politiques qui s'agitent dans le domaine de la haute technologie constitue une garantie indispensable pour nos gouvernements qui se fixent l'unique objectif de la croissance et l'accumulation illimitée du capital. La santé, comme la nature, n'ont jamais au-

cune espèce d'importance face aux impératifs économiques.

3. Deux membres disposant d'une expertise scientifique concernant les besoins micro- et macro- économiques et sociaux en matière de télécommunications mobiles :

On est ici dans le domaine supra-social, celui où, après avoir reçu les rapports qu'ils attendaient des experts qu'ils avaient payés, les relais politiques, « *pour le bien-être de la population* », peuvent agir.

- **Laura Rebreau**, représentante patronale, membre de la chambre de commerce et de l'Union des entreprises de Bruxelles, ne cache pas son enthousiasme pour la technologie comme outil indispensable à la transition énergétique : « *Pour limiter le réchauffement climatique à moins de 2°C, la transition vers une société "bas carbone", limitant les émissions de CO₂ et autres gaz à effet de serre, devra être rapide et globale. Les compteurs intelligents sont indispensables pour y parvenir.* »⁽⁴⁹⁾ On est sauvé ! Si on avait su, dès 1972, quand le Rapport Meadows alertait sur les risques inhérents à notre modèle de société si nous ne changions pas de cap, alors que la solution était là, devant nous, dans les compteurs communicants. « *Entreprise résiliente* », « *stop au gaspi* », « *durable* », « *mobilité urbaine* », « *cocréation* », la représentante patronale a adopté parfaitement ce vocabulaire de la novlangue qui assure ce « *changement dans la continuité* » où l'on se dote de nouveaux mots pour faire croire qu'on fait autre chose alors qu'on continue comme avant. Autre particularité de cette approche : il s'agit toujours d'encourager les nouvelles technologies et les bonnes habitudes individuelles, en veillant surtout à ne pas mettre en cause les plus grandes entreprises responsables du pillage de la planète.

- **Walter Hecq**, CESE1/ULB, professeur à la Solvay Brussels School of Economics and Management (SBS-EM), 75 ans, trône depuis des décennies dans toutes les commissions, et participe à quelques débats dont le thème nous met la puce à l'oreille.⁽⁵⁰⁾

4. Deux membres disposant d'une expertise scientifique concernant les technologies de communication sans fil :

- **Sophie Pollin** (KUL, Telecommunications and Microwave) a fait ses recherches de doctorat à l'Imec (Institut de Micro-Électronique et Composants). Après Santa Clara, Berkeley, elle rejoint le bercail et le « *groupe sans-fil* » (*wireless group*) à l'Imec de Louvain, où elle est depuis 2012 assistante-professeur. Dans son CV disponible sur le site de l'Imec, elle écrit : « *L'Internet des objets promet de plus*

(39) <http://tervuieren-montgomery.eu/pdf/2015-12-08-Reunion-information-Forgez-votre-opinion-sur-la-ligne-150000V>

(40) https://www.researchgate.net/publication/242784812_GSM_Wifi_etc_danger_pour_notre_sante

(41) Voir l'article de Paul Lannoye du Kairos de novembre-décembre 2018, « *Avec la 5G, tous cobayes ?* ».

(42) <https://www.ieee.org/content/dam/ieee-org/ieee/web/org/about/corporate/2018-bod-bios.pdf>, consultée en décembre 2018, cette page n'est désormais plus accessible sans un identifiant et un mot de passe.

(43) <http://ieee-wf-5g.org/>

(44) <https://spectrum.ieee.org/video/telecom/wireless/everything-you-need-to-know-about-5g>

(45) L'environnement électromagnétique : son influence sur la conception architecturale, Marine Preud'Homme, p.168.

(46) http://www.sopartec.com/fr/qu_est-ce-qu_une-entreprise-spin-off-122/2#.XDtwis1CdVg

(47) Vous vous souvenez, entreprise dont Tanuja Randery, administratrice de Proximus, est présidente pour le Royaume-Uni et l'Irlande... nous n'avons ni la place ni le temps de développer les croisements entre tous les protagonistes de l'affaire et leurs divers liens avec les entreprises, mais il est assuré que cette recherche donnerait un tableau digne d'un empire mafieux.

(48) Interview à paraître dans le prochain Kairos d'avril-mai 2019.

(49) « *Compteurs intelligents : un outil dans la transition vers une société bas carbone* », 18/05/18, www.beci.be.

(50) « *Un management pour l'environnement, est-ce possible ?* », <http://www.fondationbernheim.be/nl/news/120/management-cafe>



Illustration: Clémence Godier

METROPOLIS, 2026 N'EST PLUS SI LOIN...

en plus de périphériques à connecter. Nous avons donc besoin de solutions qui s'adaptent parfaitement à la densité de nœuds, qui soient intelligentes, auto-apprenantes, hétérogènes. Le domaine complexe du sans-fil comprend des réseaux en essaim, des réseaux cellulaires LTE ainsi que de futurs réseaux de capteurs mobiles aériens. Beaucoup de défis intéressants et d'opportunités réunis! »⁽⁵¹⁾ Sophie Pollin a sans doute croisé dans les couloirs de l'Imec, Luc Van den hove, président et CEO de celle-ci, accessoirement membre du conseil d'administration de Proximus (Voir Supra). Rappelons tout de même que Sophie Pollin étant censée « évaluer les effets des ondes électromagnétiques », notamment en termes de santé, alors qu'elle est salariée d'une entreprise dont le leitmotiv est : « Le pouvoir de la technologie ne doit pas être sous-estimé. la technologie a le pouvoir d'améliorer des vies. C'est pourquoi nous repoussons les limites de la technologie »⁽⁵²⁾.

- **David Erzeel** travaille pour l'Institut Belge des services Postaux et des Télécommunications (IBPT) qui régleme ces deux matières. C'est l'IBPT qui, le 24 mars 2017 publie un communiqué de presse qui se félicite d'avoir « prolongé de 5 ans les droits d'utilisation de Broadband Belgium dans la bande de fréquences 3,5GHz (...) bande de fréquences 3,5GHz en question [qui] fait partie de la bande de fréquences 3,4-3,8GHz, désignée par le "Radio Spectrum Policy Group" européen dans son avis du 9 novembre 2016 comme la principale bande de fréquences, avec les bandes de fréquences 700MHz et 26GHz, pour introduire la technologie mobile 5G en Europe ». Pas étonnant dès lors que « l'IBPT doit promouvoir l'introduction de la 5G en Belgique. Il

s'agit en effet de l'intérêt du consommateur et du fonctionnement du marché interne pour les communications électroniques »⁽⁵³⁾. L'ancien président de l'IBPT, Luc Hindryckx, est devenu lobbyiste à l'ICTA (European Competitive Telecommunications Association), organisme associé à de nombreux opérateurs. Ce n'est pas une exception, les anciens leaders de l'IBPT empruntant fréquemment les revolving doors entre public et privé (Belgacom, FranccTelecom, KPN Orange, etc.). Quand on sait que les hautes fonctions vont et viennent de Proximus, Orange et les autres grands opérateurs, on comprend pour qui travaille l'IBPT.

Que peut-on dire à ces êtres dépourvus d'intérêts égoïstes qui mettent tout en œuvre pour assurer notre avenir et celui de tous les êtres vivants, si ce n'est « merci » ?

LA SCIENCE, FER DE LANCE DU CAPITALISME

La science et ses temples universitaires ont dédié une partie de leurs activités au développement technologique, lequel est indispensable au profit des multinationales et participe au pillage de la planète. Parmi tous les exemples, Proximus, l'ULB (Université libre de Bruxelles) et la VUB (Vrije universiteit van België) ont signé à Pékin en juin 2015 « un accord technologique avec Huawei », Huawei qui « fournira l'infrastructure 5G pour le "campus du futur" à Bruxelles »⁽⁵⁴⁾. S'il ne semble même pas contradictoire d'associer un opérateur et une multi-

nationale à des universités censées indépendantes, c'est que ces dernières ne le sont plus du tout. En France, exemple parmi d'autres, l'IMS, laboratoire de l'intégration du matériau au système rattaché au CNRS, « s'attache à mettre au point cette puce "miracle" qui doit tenir, à terme, sur une tête d'épingle. Une création qui n'est cependant rendue possible que grâce au partenariat liant un laboratoire de l'IMS au géant des puces électroniques STMicroelectronics »⁽⁵⁵⁾. Peu importe qu'il faille « environ 72 litres d'eau pour produire l'une de ces petites puces qui font fonctionner ordinateurs portables, GPS, téléphones, iPads, téléviseurs, appareils photos, micro-ondes et voitures. En 2012, sans doute près de 3 milliards de puces ont été produites. Cela représente près de 200 milliards de litres d'eau. Pour des puces semi-conductrices »⁽⁵⁶⁾.

Le vœu de Céline Frémault est donc pieux, lorsqu'elle délègue à son comité le soin d'évaluer les ondes électromagnétiques « au regard des évolutions des technologies et des connaissances scientifiques, des impératifs économiques et de san-

(51) <https://www.esat.kuleuven.be/telemic/People-of-telemic/00041938>

(52) <https://www.imec-int.com/en/about-us>

(53) https://www.ibpt.be/public/pressrelease/fr/135/persbericht_BroadBand%20Belgie_verlenging%20gebruiksrechten_240317_FR.pdf

(54) www.ulb.ac.be/babelbox/ws/getfile.php5?filter=databox6-art-attach-699..pdf

(55) « La puce qui va ringardiser nos smartphones est conçue à Talence » ; 22/10/14, <https://objectifaquaine.latribune.fr>

(56) Stephen Emmott, *Ibid.*, p.75.

« *publique* ». C'est une pure aporie que de mettre dans une même phrase les « *impératifs économiques* » et les questions de santé : il n'y a pas de santé dès lors qu'on introduit la compétitivité et la croissance. Ce n'est donc pas l'évaluation du comité Fremault qui allait venir déterminer le déploiement de la 5G, mais la décision déjà prise par les multinationales de le faire, soutenues par les élites politiques, qui allait déterminer la position d'un panel scientifique avalisant ce qu'il fallait avaliser. Pour faire court, Céline Fremault, comme les autres, est une exécutante. La technocratie dicte donc ses choix aux politiques qui ne peuvent toutefois les accepter sans feindre le processus démocratique. Le politique met donc en place un comité d'experts afin de donner l'illusion d'une décision impartiale, mais choisit des membres déjà acquis à la cause.

Dès 2010 en effet, la Commission européenne fixait ses objectifs dans le « Plan numérique 2010 », qui aboutira en 2016 à définir « un plan d'action pour la 5G en Europe », titrant sans vergogne son premier paragraphe « le déploiement rapide de la 5G : une opportunité stratégique pour l'Europe ». On peut aussi y lire que déjà « en 2013⁽⁵⁷⁾, la Commission a lancé un partenariat public-privé (PPP-5G) doté de 700 millions d'€ de financement public, dans le but de garantir la disponibilité de la technologie 5G en Europe d'ici à 2020. Cependant, les efforts de recherche ne suffiront pas à eux seuls pour assurer à l'Europe un rôle de premier plan dans le domaine de la 5G. Il faut mener une action plus large pour que la 5G et les services qui en découlent deviennent une réalité, notamment pour l'émergence d'un « marché domestique » européen pour la 5G ». Il était dès lors déjà évident qu'aucun débat public ne pourrait avoir lieu, bien avant déjà les déclarations d'intention de déploiement de la 5G, et, surtout, qu'aucune opposition ne pourrait se faire entendre.

Pendant que la presse vante à tort et à travers les « avantages indéniables de la 5G », sans jamais exprimer le moindre doute, les tractations politiques se font donc dans une étonnante discrétion. Est-ce surprenant quand on sait que les médias appartiennent à des grands groupes financiers qui ont des intérêts multiples et variés, notamment dans les nouvelles technologies. D'autres instances pourtant, soulignent le danger. Dans sa résolution 1815 datée de 2011, le Parlement européen énonce au point 6 : « Attendre d'avoir des preuves scientifiques et cliniques solides avant d'intervenir pour prévenir des risques bien connus peut entraîner des coûts sanitaires et économiques très élevés, comme dans le cas de l'amiante, de l'essence au plomb ou du tabac ». Rien n'y fera, la chose étant économiquement trop importante, entendez « primordiale pour assurer la continuité de l'enrichissement des plus riches et une forme de contrôle totalitaire⁽⁵⁸⁾ ». Il est évidemment primordial de laisser le jeu se faire dès lors qu'en situation de crise profonde et de métamorphose du système capitaliste, la seule possibilité d'assurer sa durabilité se retrouve dans la fuite en avant technologique. De ce fait, les discours « verts » et les arguments en termes de progrès social des décideurs (politiciens et patronat confondus) occultent la manne que représente la transition technologique.

COMITÉ FREMAULT : CITER LES RÉSULTATS INQUIÉTANTS POUR MIEUX LES BALAYER

Le rapport du comité Fremault illustre cette réalité, où le doute ne profite qu'aux bénéficiaires de l'« impératif économique », offrant un florilège d'assertions/contre-assertions, où d'un côté ils citent les résultats « préoccupants » des recherches scientifiques, pour de l'autre mieux ne pas s'en préoccuper, et les évacuer :

- « Cette décision a été prise par la majorité des experts concernés, sur la base de plusieurs études

démontrant un risque accru de gliomes chez les utilisateurs de téléphones mobiles. Il n'y a toutefois aucune certitude et des études récentes tendent à prouver plutôt que le lien entre l'exposition et les gliomes diminue au lieu d'augmenter ».

- « Pour l'heure, il est toutefois trop tôt pour se prononcer définitivement étant donné que de nombreux cancers mettent des années à se déclarer et que l'utilisation du téléphone mobile est encore trop récente à ce stade (sic). Les indices sont encore moins nombreux en ce qui concerne les tumeurs cérébrales ou les autres cancers de la tête et du cou... La seule étude (sic) qui portait sur la téléphonie mobile et les tumeurs cérébrales chez les enfants et les adolescents n'a démontré aucun effet ».

- « Des études portant sur des effets potentiellement génétiques (pouvant avoir un lien indirect avec un cancer) n'ont pas débouché sur des effets évidents. Des effets alarmants ont été rapportés mais uniquement dans le cadre d'études dont la qualité peut être remise en question. Les indications sont également insuffisantes pour d'autres effets potentiels pouvant avoir, dans une certaine mesure, un lien avec le cancer ».

- « Des effets immunologiques ont été constatés, mais à ce jour, la pertinence biologique de ces observations n'est toutefois pas claire ».

- « Étant donné que nous tenons notre téléphone mobile contre la tête, d'aucuns craignent que le rayonnement qui parvient dans le crâne ait des effets nocifs sur le cerveau (pas seulement un cancer). Il y a des indications d'effets sur l'activité cérébrale, le sommeil, l'apprentissage ou la mémoire mais les effets sont limités et pour l'heure, il n'est absolument pas certain qu'ils aient un impact réel sur la santé (...) mais les résultats ne sont pas cohérents et n'ont probablement pas de signification fonctionnelle. C'est aussi le cas chez les enfants, où des résultats douteux ont été enregistrés. Aucune perturbation du mécanisme de thermorégulation n'a été démontrée chez l'adulte ou chez l'enfant. Il convient néanmoins de poursuivre la recherche ».

- « Plusieurs évaluations critiques de ces études arrivent à la même conclusion, à savoir qu'une perturbation de la barrière hémato-encéphalique sous l'action (notamment) de fréquences de téléphonie mobile est possible mais uniquement lorsque l'intensité de l'exposition est élevée et qu'il se produit donc des effets thermiques. On n'observe aucune perturbation de la barrière hémato-encéphalique en cas d'utilisation "normale" (sic) des appareils de communication mobile et donc d'exposition "normale". Des expériences en laboratoire n'ont révélé aucune affection neurologique telle que la maladie d'Alzheimer, contrairement à ce que certains prétendent. Quelques études sur le sujet démontrent au contraire un effet protecteur (sic) ».

- « Des études ont constaté des effets sur la reproduction et le développement. Par contre, aucun effet sérieux n'a pu être observé aux niveaux d'exposition qui nous intéressent. Aucun effet significatif n'a pu non plus être observé chez des souris qui avaient été exposées en permanence au rayonnement de systèmes de communication sans fil et ce, sur quatre générations. Il est invraisemblable qu'il puisse y avoir des effets sur le fœtus de mères exposées pendant la grossesse en raison des niveaux d'exposition extrêmement faibles. Il n'y a aucune indication sérieuse d'effets sur la qualité du sperme ».

- « Certains symptômes non spécifiques, tels que maux de tête, fatigue, vertiges et autres sont parfois attribués à une exposition aux fréquences radio. Il est ainsi fait mention d'"hypersensibilité électromagnétique". Des études antérieures (sic), qui ont été complétées par des études plus récentes, conduisent toutefois à la conclusion qu'il n'y a aucune preuve que l'exposition à des champs

électromagnétiques provenant de téléphones mobiles par exemple, ait un lien de cause à effet avec ces symptômes. Au contraire, il y a des indications d'un effet "nocebo" ».

Concluant que malgré les nombreuses études, « on ne peut répondre clairement par "oui" ou par "non" à la question "L'exposition aux champs électromagnétiques de systèmes de communication sans fil est-elle nocive pour la santé?" », la décision de déployer la 5G semble pourtant aller de soi. Ils préparent en outre le futur, anticipant les demandes ultérieures de l'industrie des télécommunications qui à l'évidence iront vers un toujours plus grand « assouplissement des normes » : « Il convient de noter que la limite d'exposition proposée ne signifie pas qu'au-delà de cette limite, des risques réels sont à prévoir. » À l'instar du nucléaire, le risque n'existe pas quand les intérêts économiques priment, même si on évoque des situations qu'on ne connaît pas⁽⁵⁹⁾. Pour le comité, « il n'y a en réalité pas de véritable base scientifique à une norme aussi stricte. Le but a d'ailleurs toujours été que le gouvernement tienne compte des valeurs conseillées mais aussi d'autres considérations (p.ex. économiques) (sic), et fixe donc des normes indiquant la limite entre les niveaux d'exposition acceptables et inacceptables (...) Au vu des connaissances scientifiques actuelles, cette norme assouplie ne semble pas inique ».

Le comité, qui devrait statuer sur les risques sanitaires, s'appuie plutôt sur une réalité créée par les industriels, le publicitaires et les multinationales de télécoms, pour alerter sur l'insuffisance des infrastructures dans l'avenir : « l'utilisation de plus en plus généralisée des smartphones et tablettes contribue à l'augmentation du trafic de données mobiles (« données » au sens large), et donc à l'accroissement de la pression sur les infrastructures existantes qui risquent de plus en plus de se trouver en sous-capacité ». Soulignant que « les trois moteurs de la croissance » sont le trafic des données mobiles, la mise sur le marché de tablettes, laptops, smartphones et des applications de plus en plus variées, le comité conclut que « cette évolution implique des mises à niveau continues des infrastructures existantes et demandent des investissements de la part des opérateurs. La 4G avec des antennes "LTE capables" sont multi-bandes et fonctionnent en multi-fréquence (...) tire le marché mondial et représente des montants de 4 milliards de \$ en 2015 (ABI Research, 2015). Elle préfigure l'arrivée de la 5G prévue en 2020 avec les antennes LTE-B ».

Vous avez dit « comité d'experts », dont nombreux sont issus du monde scientifique ? Au fond, ceux-ci font tout le contraire de ce qu'on attend de scientifiques : ils partent des comportements généralisés (l'utilisation massive des technologies mobiles) pour en conclure qu'ils sont le signe du bien-être de la société⁽⁶⁰⁾, généralisant le fait qu'une utilisation massive est d'emblée la preuve d'une innocuité, (l'amiante en offrant, à un autre niveau, un bon contre-exemple). Le comité évoque l'argument habituel où aucune précaution dans le déploiement des nouvelles technologies n'a lieu d'être, car « cela ralentirait fortement le développement de la "ville intelligente", qui a pour but d'améliorer la qualité de vie des populations citadines tout en contribuant à une utilisation plus efficace des ressources ». La suite est à l'avenant, où l'on explique que « des études économiques montrent que chaque euro investi dans les réseaux très haut débit (fixe et mobile) génère 3€ de PIB, et 1,5€ de recettes fiscales et sociales », et qu'il « est dès lors nécessaire de simplifier la législation

(57) Un plan d'action pour la 5G en Europe, voir, <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2016:0588:FIN:FR:PDF>

(58) Sur les nouvelles formes de contrôle que permettront ces nouvelles technologies, voir, notamment, le site internet de Pièces et main d'œuvre, <http://www.piecesetmaindoeuvre.com>.

(59) Voir <http://www.kairospresse.be/article/appeal-absurde-2-le-forum-nucleaire>

(60) « Aujourd'hui, plus personne ne nie l'apport de la technologie mobile pour le bien-être de la société et le succès de son développement en est le reflet ».

et de diminuer autant que possible les démarches et exigences administratives ». Pour celui qui n'aurait pas saisi : « La transition numérique souhaitée par le Gouvernement bruxellois ne pourra pas se faire sans un cadre juridique, fiscal et administratif favorable ». Tiens, en tout point correspondant à « la déclaration de politique régionale (20 juillet 2014) », qui a dit vouloir « faire de Bruxelles une capitale du numérique » ?

En fin de rapport, les suggestions du comité sont stupéfiantes. À propos du site internet de l'IBGE, le comité dira : « Pour éviter que ne s'installe un climat de méfiance vis-à-vis de tous les rayonnements, il est important de mener une communication claire. Le comité estime que le site Internet peut jouer un rôle important à cet égard. Le comité estime que le site Internet mérite une plus grande renommée ».

Il ajoute : « La propagation des ondes est une matière abstraite. Les ondes électromagnétiques présentent l'inconvénient de ne pas être observables par nos sens, ce qui rend le grand public réceptif aussi bien à l'information qu'à la désinformation. Les sources d'information liées à la Région sont parfois perçues comme partiales par le public et ne sont donc pas estimées à leur juste valeur. Le comité estime qu'il faut une communication scientifiquement correcte mais vulgarisée, qui sont (sic) impartiale et dont l'impartialité soit également reconnue par le grand public. Suggestion: Prévoyez un canal d'information de vulgarisation, indépendant et honnête, pour cette matière technique ».

Quand on sait d'où ils parlent, c'est pur cynisme.

UN MODÈLE INFASIBLE

« D'après les données dont nous disposons actuellement, la solution de la technologie est tout sauf probable »⁽⁶¹⁾

Amené à butter un jour ou l'autre sur les limites de la planète, ce modèle demeure infaisable, même si ceux qui veulent sa mise en œuvre pousseront l'extractivisme jusque dans ces dernières limites, relançant l'activité minière dans des pays qui l'avaient massivement délaissée, comme la France. La réalité de la finitude des ressources naturelles notamment, comme celle des métaux rares indispensables aux nouvelles technologies, imposent ainsi de rappeler quelques faits.

Dans le mythe de la transition énergétique, tout commence avec le pouvoir que l'homme obtient par la maîtrise des métaux rares, comme il l'avait eu auparavant avec le charbon puis le pétrole : « Tels des démiurges, nous en avons multiplié les usages dans deux domaines qui sont des piliers essentiels de la transition énergétique : les technologies que nous avons baptisées "vertes" et le numérique »⁽⁶²⁾. Si les prémisses de la transition énergétique remontent aux années 80 en Allemagne, c'est en 2015 que se fait la grande coalition de 195 États, lors de la COP21 à Paris, débouchant sur l'accord de Paris où les États escomptent contrer le changement climatique et contenir le réchauffement en deçà de deux degrés,⁽⁶³⁾ en substituant aux énergies fossiles les énergies vertes. Dans son ouvrage fruit d'une enquête de 6 années, Guillaume Pitron imagine un sage, figure imaginaire, qui se rendrait à la tribune de la COP21, tenant ces propos : « Cette transition va mettre à mal des pans entiers de vos économies, les plus stratégiques. Elle précipitera dans la détresse des hordes de licenciés qui, bientôt, provoqueront des troubles sociaux et réprouveront vos acquis démocratiques (...) La transition énergétique et numérique dévastera l'environnement dans des proportions inégalées. En définitive, vos efforts et le tribut demandé à la Terre pour bâtir cette civilisation nouvelle sont si considérables qu'il n'est même pas certain que vous y parveniez », concluant : « votre puissance vous a aveuglés à un tel point que vous ne savez plus l'humilité du marin à la vue de l'océan,

ni celle de l'alpiniste au pied de la montagne. Or les éléments auront toujours le dernier mot ! »⁽⁶⁴⁾. Guillaume Pitron souligne les questions les plus cruciales, qu'aucune des 196 délégations présentes ne s'est posée : « Comment allons-nous nous procurer ces métaux rares sans lesquels ce traité est vain ? Y aura-t-il des vainqueurs et des vaincus sur le nouvel échiquier des métaux rares, comme il y en eut jadis avec le charbon et le pétrole ? À quel prix pour nos économies, les hommes et l'environnement parviendront-ils à en sécuriser l'approvisionnement »⁽⁶⁵⁾.

L'auteur souligne la dépendance nouvelle que nous nous créons, encore plus dramatique que celles que nous nous sommes créées précédemment : « En voulant nous émanciper des énergies fossiles, en basculant d'un ordre ancien vers un monde nouveau, nous sombrons en réalité dans une nouvelle dépendance, plus forte encore (...) Nous pensions nous affranchir des pénuries, des tensions et des crises créées par notre appétit de pétrole et de charbon ; nous sommes en train de leur substituer un monde nouveau de pénuries, de tensions et de crises inédites »⁽⁶⁶⁾.

Par ailleurs, se pose la question essentielle du « propre ici » qui repose sur du « sale là-bas » : dans les mines de graphite (ressource minière qui entre dans la fabrication des voitures électriques), « des hommes et des femmes, nez et bouches recouverts de simples masques, travaillent dans une atmosphère saturée de particules noircies et d'émanations acides. C'est l'enfer »⁽⁶⁷⁾. « Ce panorama des impacts environnementaux de l'extraction des métaux rares nous astreint, d'un coup, à poser un regard beaucoup plus sceptique sur le processus de fabrication des technologies vertes. Avant même leur mise en service, un panneau solaire, une éolienne, une voiture électrique ou une lampe à basse consommation portent le péché originel de leur déplorable bilan énergétique et environnemental. C'est bien le coût écologique de l'ensemble du cycle de vie des green-tech qu'il nous faut mesurer – un coût qui a été précisément calculé »⁽⁶⁸⁾.

Sur la question de l'impossibilité de réaliser cette transition sans une consommation massive d'énergies et de matières premières (« des centrales à charbon, à pétrole, à gaz et nucléaires, des champs éoliens, des fermes solaires et des réseaux intelligents – autant d'infrastructures pour lesquelles il nous faudra des métaux rares »), Guillaume Pitron a à de multiples reprises tenté de contacter Jeremy Rifkin, grand théoricien de la troisième révolution industrielle et laudateur de la transition énergétique, sans succès. Et l'explication de Guillaume Pitron à cette fuite offre une signification plus générale sur l'aveuglement massif et l'illusion des green-tech, reposant sur un fait majeur : la transition énergétique et numérique a été pensée hors-sol. Quelles que soient ses applications, chacune d'elles en effet « procède d'abord beaucoup plus prosaïquement d'un cratère entaillé dans le sol (...) Au fond, nous ne réglons en rien le défi de l'impact de l'activité humaine sur les écosystèmes, nous ne faisons que le déplacer »⁽⁶⁹⁾.

ARTICULER LE REFUS DU MONDE QU'ON NOUS PRÉPARE ET LA LUTTE CONTRE LA RICHESSE INDÉCENTE

Placer nos espoirs dans les politiciens, les implorer de « prendre les bonnes décisions », c'est leur laisser le pouvoir d'imposer leurs solutions en usant des instruments médiatiques qu'ils contrôlent et qu'ils utiliseront pour nous faire croire que ces solutions sont le résultat de nos demandes et pour notre seul bien. Ainsi de la transition numérique, téléguidée par les multinationales et leurs serveurs. La 5G, symbole de cette course en avant, nous promet l'enfer.

Ce sont les capitaines d'industries, ceux qui montent leur société boîtes-aux-lettres au Luxembourg, les banquiers et autres agioteurs que le Premier ministre Charles Michel a chargés au nom du Gouvernement de réfléchir à un Pacte national d'investissements stratégiques, dont les commanditaires ne sont autres que les patrons de Belfius, Proximus, Sioens Industries, la Fédération des entreprises de Belgique... qui sont les véritables architectes qui vont « préparer notre pays à la prochaine décennie ». Il leur faudra pour cela « réaliser une série d'investissements urgents au cours des prochaines années. Ces investissements permettront de renforcer l'économie, l'innovation et l'emploi. Nous avons besoin de cette prospérité supplémentaire pour continuer à financer l'enseignement, les soins de santé et la protection sociale. Mettons-nous tous à la tâche pour mener ceci à bien. Construisons ensemble notre avenir. Car l'avenir nous appartient ! ». Certes, il leur appartient à eux seuls, pour l'instant, qui ne cherchent qu'une seule chose: conserver le pouvoir pour relancer la croissance afin d'assurer leurs profits⁽⁷⁰⁾.

Mais c'est de l'avenir des espèces vivantes et de la nature, pas de celui d'une minorité insatiable, imitée et soutenue à bras le corps par 10% de la population, dont nous nous soucions. Et pour assurer cet avenir, il faudra inévitablement sortir de l'impératif de croissance économique et oser des changements radicaux. Nous savons ce qu'il faut refuser et qui nous devons renverser. Notre survie est à ce prix.

Alexandre Penasse



Illustration: Arnaud Lorne

(61) Stephen Emmott, respectivement p.169.

(62) Guillaume Pitron, *La face cachée de la transition énergétique et numérique*, Les Liens qui Libèrent, 2018, p.17.

(63) Pour deux degrés, c'est déjà trop tard.

(64) Guillaume Pitron, *Ibid.*, p. 22.

(65) *Ibid.*, p. 23.

(66) *Ibid.*, p. 26.

(67) Témoignage anonyme d'une journaliste chinoise, *Ibid.*, p. 42.

(68) *Ibid.*, p. 55.

(69) *Ibid.*, p. 69.

(70) Notons, et ce n'est pas rien, que lors d'une session parlementaire, Ecolo-Groen, MR, cdH, Open-VLD, NVA, PS, se disent enchantés du Pacte, sans même que la composition du comité ne les choque le moins du monde. Audition à la Chambre des représentants de Belgique, du 22 décembre 2017. <http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/54/2867/54K2867001.pdf>

RENOUVELLEMENT OU DÉVELOPPEMENT, VIVRE OU MOURIR SANS FIN

Est « développé » le pays qui pratique depuis plusieurs siècles l'extractivisme, le pillage à grande échelle des ressources naturelles que sont les biens communs. Chez lui d'abord, mais surtout chez les autres pour s'approprier tout ce qu'il n'a pas ou qui est excessivement destructeur ou trop polluant chez lui. Bois et autres produits tropicaux, soja, huile de palme, caoutchouc, agrocarburants, minerais de toutes sortes, énergies fossiles, ressources halieutiques sont importés depuis 5 siècles et transformés industriellement par les pays extractivistes. Le commerce triangulaire avec l'esclavage, la colonisation avec le travail forcé et le néo-colonialisme actuel avec les leviers de la dette illégitime et du libre-échange forment une continuité d'asservissement des autres peuples, un accaparement du sol et du sous-sol de leurs pays. Ils sont les bases du « développement », nommé aussi « progrès », des pays les plus riches.

Un pays « développé » est aussi celui qui a fait disparaître les paysans et leur monde pour les remplacer par des exploitants agricoles : ceux qui soignaient la terre ont été remplacés par ceux qui la saignent au profit de l'immense lobby de l'agro-alimentaire avec l'aide d'énormes robots que sont les assistants « pétrolivores », des engrais et des pesticides chimiques, eux aussi à base d'énergies fossiles. Un pays, qui se dit moderne comme la France, détruit la fertilité de ses terres, pollue ses eaux douces, l'air et la santé des Français. Mais en plus, à travers ses multinationales, il achète/acapare les terres des autres pays, expulse les paysans, pompe et pollue l'eau et *in fine* exporte vers chez lui les matières premières agricoles produites pour en profiter à un prix très faible ; lesquelles sont majoritairement destinées à nourrir ses propres élevages, voire abreuver ses voitures. Viandes et produits laitiers sont transformés par nos usines et distribués dans nos supermarchés de pays dits développés.

L'ensemble a pour résultat la disparition de son autonomie alimentaire. Sa dépendance quasi totale au pétrole et aux transports transocéaniques pour son alimentation (France, Europe) rend le pays très fragile face aux effondrements en cours (biodiversité, climat, réserves halieutiques, acidification des océans, déforestation) et ceux à venir toujours plus graves. Pire encore, nos pays subventionnent leur agriculture. En exportant une part de leurs ressources alimentaires, ils ruinent l'agriculture des autres pays dans une concurrence dite « libre », en réalité sans règle et parfaitement faussée par l'application de la loi du plus fort. L'extractivisme étant la base du capitalisme, nos pays s'approprient aussi les mines, les puits de pétrole et toutes les grandes entreprises des autres grâce à une finance dominante et corruptrice issue du développement colonial.

Les pays développés sont, et de très loin, les premiers responsables de l'effondrement de la biodiversité, de la destruction de l'environnement, de sa pollution, du chaos climatique et de l'accélération du réchauffement, etc. Le développement se fait par une recherche frénétique de la croissance du PIB, donc par la compétition et l'écrasement des plus

faibles. Le pouvoir d'achat moyen/an s'y compte en dizaines de milliers de dollars alors que dans un pays dit en « développement » le pouvoir d'achat/an se compte en quelques centaines de dollars/an. Dans les deux cas les inégalités internes, au Sud comme au Nord, sont en progression. Le développement produit surtout une croissance des profits des détenteurs de capitaux, les véritables détenteurs du pouvoir économique et politique avec en retour, plus de réchauffement, de catastrophes environnementales et de misère pour le plus grand nombre. Il ne faut pas oublier que ce pillo-développement profite aussi aux classes moyennes urbanisées qui le défendent par leur style de vie pour conserver leur confort.

POLLUTION ET RÉCHAUFFEMENT

La Chine et les États-Unis, les deux premiers émetteurs de CO₂, sont aussi les deux pays les plus inégalitaires. A leur image, les pays les plus développés, nous, prônant inlassablement compétitivité et croissance, sont ceux qui accélèrent le plus vite vers le « no futur » climatique et environnemental ! Un Français, voire un Européen, utilise 24h sur 24 l'équivalent de 400 « esclaves », ou assistants énergétiques. Comparaison faite par Jancovici entre la capacité de travail d'un homme compté en kWh – 0,05 à 0,5kWh/jour, travail intellectuel ou physique – et celle d'un litre de pétrole égale à 10kWh. Une image plus parlante : l'énergie d'un plein d'essence équivaut au travail physique moyen d'une personne pendant un an. En 2050, quand la fête du pétrole sera terminée, le quotidien risque fort d'être gravement décroissant pour les 2 milliards d'humains – dont la majorité des Français – qui vivent avec des centaines d'assistants énergétiques. En effet, le prix d'un plein de carburant reste dérisoire comparé au salaire de 15.000 euros/an que touche un smicard au cours d'une année de travail compté en kw/h. Malgré l'extension des énergies renouvelables – dont la fabrication est consommatrice de pétrole et polluante – en 2050, gaspillage et consommation appartiendront à l'histoire. Ainsi, croire que la voiture électrique individuelle ralentira le réchauffement et les désastres environnementaux est un rêve de capitalistes en mal de profit.

L'énergie grise, celle qui est nécessaire à la construction de ce genre de voiture, batteries comprises, équivaut à celle qu'il faut pour construire une voiture thermique plus son utilisation pendant 150.000km. Sans oublier l'hyper extractivisme du lithium, des métaux rares et du cobalt qui lui sont indispensables et la production d'électricité avec des renouvelables.

PAYS NON « DÉVELOPPÉS »

Dans un pays « non développé » où celui qui a du travail ne gagne que quelques centaines d'euros

par an, il y a extrêmement peu de voitures particulières par rapport aux pays « développés ». La Côte d'Ivoire, 25 millions d'habitants, un des pays les plus « développés » de l'Afrique subsaharienne, importe 6.000 voitures neuves par an. Par comparaison, en France, avec une population de 65 millions, il se vend chaque année plus de 2 millions de voitures neuves, soit proportionnellement 1.000 fois plus.

La civilisation thermo-industrielle n'a pu se « développer » qu'avec l'utilisation massive des énergies fossiles au profit du cinquième de la population mondiale. Au rythme actuel des extractions, 100 millions de barils/jour en 2018, cette civilisation ne durera pas plus d'un siècle. L'utilisation massive des énergies fossiles date des années 1950 ; en 2050, il fera si chaud, au rythme actuel ce sera +3° voire +4°, et les ressources auront tellement diminué que la parenthèse thermo-industrielle sera impérativement refermée. Alors comment mangerons-nous sans ce système agro-alimentaire, totalement shooté au pétrole ? Environ 2.000, plus les 400 assistants énergétiques de chacun d'entre nous, sont aujourd'hui au service d'un exploitant agricole français⁽¹⁾ ! Engrais, pesticides, machinisme, arrosage, sans oublier l'aval, transport, transformation, distribution. Il est grand temps que tous ceux qui rêvent d'un avenir vivable se mettent les mains dans la terre pour apprendre à produire, localement et sans pétrole, une nourriture de base avant qu'il ne soit trop tard.

Inversement un pays non développé (mal..., sous..., en voie de...) est un pays pillé. Celui dont les richesses sont extraites et exportées, les pollutions laissées sur place, dont les élites sont corrompues et le pays endetté par les pilliers, les pays « développés ». Un pays « non développé » est donc un pays colonisé par les pays extractivistes et leurs multinationales pilleuses, avec de nombreux partenariats privés/publics, pour un parfait pillage : vol de leurs ressources minérales, végétales, fossiles, plus exploitation dramatique du travail.

Un pays « non développé » s'il veut rejoindre le club des pays « développés » – ceux qui détruisent le biotope de tous les terriens et sont responsables de l'écocide – doit piller les autres pays et les autres peuples, y compris les pays « développés », s'il peut le faire. Ce qu'a réussi la Chine en quelques décennies et que tente de faire l'Inde à son tour. Les mesures protectionnistes étasuniennes contre la Chine en sont la preuve. Si le développement leur a permis de sortir une partie de leur population de la misère, pour combien de temps et avec quelles boucles de rétroaction dues aux maxi pollutions et au réchauffement ? Les catastrophes écologiques et les guerres liées à ces développements économiques sont déjà là. En 2018, la Chine émettait deux fois plus de CO₂ que les États-Unis, même si chaque Étasunien émet encore deux fois plus qu'un Chinois, alors que son pays, par ses exportations de biens industriels, est devenu l'atelier du monde, en particulier celui des États-Unis. Le but de ces délires développementalistes ? Consommer toujours plus pour faire plus de profits, donc détruire toujours plus.



Illustration: Aniramsky

DEVELOPPEMENT OU RENOUVELLEMENT

Un enfant se développe physiquement jusqu'à atteindre sa taille adulte, il en va de même pour un jeune arbre quand il a accès à la lumière. Dans la forêt, les grands arbres empêchent par leur seule présence les jeunes de grandir, leur canopée déployée bloque les rayons du soleil, la photosynthèse ne peut se réaliser. Si la forêt se développait comme les pays en croissance durable, la forêt deviendrait si dense que toute vie y serait impossible, elle s'autodétruirait. Ce que fait le cancer dans un corps humain par une multiplication (mitose) infinie de certaines cellules. Quand les plus grands et les plus vieux arbres meurent ou tombent, un jour d'orage et de vent, un trou de lumière se fait, les jeunes en attente peuvent alors croître et devenir adulte.

Dans notre corps, chaque jour un milliard de cellules meurent et autant naissent. Tous les terriens, bactéries, vertébrés, insectes, naissent, croissent, puis disparaissent en laissant la place aux suivants. Une économie capable de conserver un avenir ne peut être en croissance et en développement continu sauf à hypothéquer très gravement l'avenir de tous. Le système économique de nos pays n'existe qu'en utilisant les ressources naturelles finies, sans limite. Au rythme des prélèvements actuels, ils ne pourront plus fonctionner très longtemps. La nature, dont nous sommes un élément parmi d'autres, ne se développe pas mais se renouvelle. Elle évolue lentement, ce qui a permis à l'humanité de prospérer dans un climat très favorable depuis une dizaine de millénaires.

Constatant les désastres en cours, les détenteurs de capitaux, ces fous-drogués du profit qui dirigent le monde, ont décidé de faire du développement... durable. Pourtant, une croissance infinie dans un monde fini est une fable pour endormir les grands enfants que nous sommes. Maintenus dans l'ignorance ou au contraire saturés d'informations plus ou moins vraies sur ces graves questions, le développement durable leur ouvre la possibilité d'être dans le déni.

Résistons au funeste projet des développementistes et de ceux qui en profitent, ne les laissons pas nous suicider. Il est impérieux de lutter pour inverser la tendance, il est urgent d'aller vers une décroissance des inégalités. C'est seulement dans un monde plus juste – celui où il n'y aura plus ce 1% qui possède la majorité de la richesse globale, polue individuellement 100 ou 1.000 fois plus que chacun des 99% restants – qu'il sera possible de lutter tous ensemble contre la vertigineuse dégradation de notre biotope, l'écosystème qui nous permet de vivre. Le livre *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous* le montre très bien⁽²⁾.

Seule une marche vers la simplicité, la sobriété, l'entraide, la solidarité, la gratuité, respectueuse des libertés pourra nous amener vers plus d'égalité et donc vers un monde avec un avenir viable. Jamais une dictature capitalo-communiste, à la chinoise par exemple, ou un totalitarisme capitaliste et pseudo démocratique, ne fera disparaître compétition et cupidité comme valeurs primordiales. En étant à l'opposé de l'égalité, cela anéantira aussi la liberté. Le renversement de ces valeurs mortifères, à la base de la civilisation suicidaire occidentale, est fondamental pour que chacun comprenne sa responsabilité, accepte l'immense transformation de son quotidien, voire même devienne un activiste de ce combat pour la survie de tous les terriens.

Qui aurait envie de manger 5 à 10 fois moins de viande, laisser sa voiture pour pédaler, ne plus prendre l'avion pour aller passer sous les cocotiers et nouer des affaires, cesser de sublimer sa libido dans la consommation, s'il n'y trouve pas un véritable épanouissement ? Impossible tant que d'autres continuent à s'enrichir, salir et réchauffer sans vergogne, tant que les 1% n'abandonnent pas la croissance de leurs profits, les principes de compétition, de développement, de consommation inutiles et destructrices, de pouvoir et d'accroissement des inégalités.

Le renouvellement de notre écosystème, sans lequel il n'y aura pas de futur, repose d'un côté sur le renoncement à cette civilisation qui a abouti à la domination de quelques-uns sur notre vie et l'ave-

nir de tous les terriens. De l'autre sur la création d'un monde d'espérances et d'entraides où chacun aura une place digne, un monde de partage, une aventure de vie qui donnera du sens à nos actions et de la force pour accepter ce bouleversement de notre quotidien. Croire que la technique trouvera des solutions au réchauffement, à la casse environnementale et sociale actuelle est aussi crédible que le discours de nos « grands ingénieurs » sur le traitement des déchets nucléaires. Nos magnifiques centrales en crachent depuis 50 ans et la technique, malgré ses promesses répétées, n'a toujours rien trouvé pour se débarrasser de leur immense danger. Ils s'accumulent par milliers de tonnes pour des dizaines de milliers d'années sans que l'on sache qui les gèrera pendant si longtemps. Mais comme l'indique le titre du livre de Pablo Servigne et de ses coauteurs *Une autre fin du monde est possible*⁽³⁾.

Nicolas Sersiron

(1) Pour produire la nourriture aujourd'hui consommée par les Français, il faudrait une population agricole de... 1,8 milliard de personnes (pour 65 millions de Français) si nous avions le même régime alimentaire et pas d'énergie fossile ou fissile. Bien sûr, les conventions choisies peuvent se discuter, il est possible qu'il suffise de 500 millions (!). <https://jancovici.com/transition-energetique/l-energie-et-nous/combien-suis-je-un-esclavagiste>.

(2) Richard Wilkinson et Kate Pickett, *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Les petits matins, 2013.

(3) Pablo Servigne, Raphaël Stevens, Gauthier Chapelle, *Une autre fin du monde est possible*, Seuil, 2018.

REY, WEBER ET HUNYADI DÉGOMMENT LE TRANSHUMANISME

Visible sur la Toile dès le milieu de la décennie précédente, révélé par l'activisme extralucide de Pièces et Main d'Oeuvre⁽¹⁾, le dossier du trans- et posthumanisme est l'objet d'une intense activité éditoriale⁽²⁾ dont je sélectionnerai, tout à fait subjectivement, les essais récents (2018) de trois philosophes, Mark Hunyadi (*Le temps du post-humanisme. Un diagnostic d'époque*, Les Belles Lettres), Olivier Rey (*Leurre et malheurs du transhumanisme*, Desclée de Brouwer) et Michel Weber (*Contre le totalitarisme transhumaniste. Les enseignements philosophiques du sens commun*, Fyp). Dans une première étape, la doctrine transhumaniste recommande l'« augmentation » physique et cognitive de l'être humain par le recours aux technologies NBIC, autrement dit les nanotechnologies, les biotechnologies, l'informatique et les sciences de la cognition, dont la convergence est recherchée et scientifiquement réalisable⁽³⁾. Dans une seconde étape — préviennent les adeptes de la Singularité technologique⁽⁴⁾ —, l'humain devra s'hybrider avec la machine, sous peine de déclassement, voire d'extinction. Ses promoteurs, principalement localisés dans la Silicon Valley (mais pas seulement), jouissent du vif intérêt que lui portent les États et les entreprises — d'où une pluie de subventions publiques et d'investissements privés —, de la collusion des médias et de la fascination qu'il exerce parmi le grand public. Il fallait remettre du poids dans l'autre plateau de la balance, ce que font magistralement nos trois auteurs, forts de leur érudition et de leur sens de la généalogie. Voyons cela en détail.

Comme philosophe de la psychiatrie (entre autres), notre collaborateur Michel Weber (né en 1963) n'a pas eu de peine à comprendre les tenants et aboutissants du transhumanisme. Contextualiser celui-ci dans la crise globale systémique⁽⁵⁾ permet de dégonfler ses prétentions démocratiques et progressistes⁽⁶⁾ : il « n'a absolument aucun sens autre que totalitaire dans le contexte d'une société en crise terminale » (p. 146). Pilotées par le capitalisme financier mondialisé, les technologies convergentes pourraient enserrer l'humanité dans une nasse invisible de laquelle il lui serait quasi-impossible de s'extraire, « un déterminisme [qui] évacuerait définitivement toute forme de spontanéité et, avec elle, tout sens existentiel » (p. 55). Derniers rejets de la folie consumériste et technoscientiste, les fantasmes transhumanistes — non seulement guérir mais améliorer physiquement, mentalement et moralement, et même immortaliser — font corps avec l'hyper-individualisme et la guerre des clones où « chacun veut, pour lui-même, exactement la même chose que l'autre, tout en lui refusant le droit de l'obtenir » (p. 41). Les transhumanistes haïssant notre enracinement cosmique, animal et politique, leur volonté de transcender la nature « équivaut à rompre avec notre biotope, c'est-à-dire à mourir en tant qu'espèce coexistant synchroniquement et diachroniquement avec toutes autres formes de vie » (p. 126). « La vérité de notre existence se trouve dans l'organique, pas dans le mécanique, et encore moins dans l'hybride » (p. 124).

Deux remèdes originaux sont proposés par Michel Weber. Primo, sans s'attarder à la religion et à la morale, écrit-il, renouons plutôt avec le sens

commun, une faculté supposément partagée par tous qui « exprime l'évidence même, sous la forme des présupposés de la vie et des enseignements de l'évolution » (p. 147). Ce sens commun a toutefois été gravement altéré dans la modernité par une crise de la communauté perceptive humaine qu'il s'agit maintenant de restaurer. Reste à savoir comment s'y prendre... Secundo, la recherche des états modifiés de conscience et de la perfectibilité est inhérente à la nature humaine. La spiritualité et l'ascétisme par le moins permettent d'y arriver, bénéficiant, eux, d'une expérience millénaire accréditant leur valeur. Dans un contexte désenchanté, intéressons-nous au chamanisme, sorte de « thérapie cosmique » qui, bien qu'à la portée de tous, requiert un encadrement initiatique (précisons qu'il n'est en rien contradictoire avec le sens commun). La tâche sera néanmoins rude dans le contexte d'une dissociété hyper-individualiste. Dans sa conclusion, Michel Weber convoque et compare les deux auteurs du XX^e siècle annonciateurs de la déraison transhumaniste : Aldous Huxley et George Orwell.

Professeur à l'Université de Paris 1, Olivier Rey (né en 1964) avoue ne s'intéresser au transhumanisme que depuis peu. Mais comme la critique de la science l'occupe depuis longtemps⁽⁷⁾, il fallait tôt ou tard qu'il s'attaque à ce gros morceau qui représente l'apothéose de l'utopie technoscientifique, apothéose elle-même du projet moderne d'emprise totale sur le monde. Il faut prendre au sérieux les transhumanistes dans la mesure où ils cherchent à imposer leur agenda à l'humanité. Si l'on peut être sceptique vis-à-vis de leur intention pratique — parvenir à mettre au point toutes ces technologies dignes de la science-fiction —, leur intention culturelle — rendre désirable l'amélioration technologique de la condition humaine — a par contre déjà marqué des points. « La perte de confiance dans le progrès doit être compensée par une inflation de ce qu'il est censé apporter : plus le monde va mal et menace de s'écrouler, plus il faut arracher l'adhésion à cette course à l'abîme par des promesses exorbitantes » (p. 32). Bien rodée, la propagande transhumaniste se déroule en trois temps. D'abord elle épate le public en mettant en évidence le caractère révolutionnaire, disruptif des techniques en question ; ensuite elle le rassure en affirmant paradoxalement que celles-ci ne sont que le prolongement normal des progrès de l'humanité. Mais « arguer de la continuité des processus pour faire accepter sans broncher les discontinuités attendues de ces mêmes processus est d'une malhonnêteté caractérisée » (p. 24) ; enfin, pas la peine de s'y opposer, le mouvement est irrésistible et irréversible, que cela nous plaise ou non. Les transhumanistes parlent davantage des promesses futures — surtout dans le domaine de la santé — pour éviter de décrire par le menu tout ce qui est déjà réalisé dans le secret (relatif) des laboratoires⁽⁸⁾. Ainsi, la procréation médicalement assistée (PMA) est devenue une réalité politique et sociale dans plusieurs pays. Olivier Rey insiste sur la perte de capacités humaines naturelles qu'induirait le programme transhumaniste, alors que celui-ci laisse entendre également qu'il s'agit, au nom de l'autoconservation, d'adapter l'être humain aux temps difficiles qui s'annoncent, en modifiant radicalement sa nature. « Les choses vont suffisamment mal sans qu'en plus

on se prive de ce qui les fait empirer », ironise-t-il (p. 66).

Les Occidentaux sont depuis longtemps obsédés par les machines, au point d'en construire pour tout et n'importe quoi, et ainsi d'exploiter le monde toujours plus frénétiquement. Mais dorénavant, c'est le corps lui-même qui est appelé à se « machiniser » pièce par pièce, ce qui pose quelques questions à cette souveraineté individuelle sur laquelle insistent par ailleurs les transhumanistes. « Le rêve de s'augmenter par la technologie séduit des êtres préalablement rendus infirmes par cette même technologie » (p. 90). Olivier Rey montre ensuite que la science moderne est faite pour dominer la vie, non pour la servir ou la contempler, les propos d'Ernest Renan (1823-1892) étant à cet égard révélateurs⁽⁹⁾. Le transhumanisme apparaît comme l'aboutissement de l'humanisme des Lumières (Diderot, d'Alembert, Voltaire, Condorcet) et ses prémices (Bacon, Kepler, Galilée et Descartes)⁽¹⁰⁾, ces penseurs ayant chacun à leur manière théorisé la notion de progrès et exalté la liberté et les pouvoirs de l'homme émancipé de la nature et du Créateur. Il ne faudra pas s'étonner que cette tyrannie sur une nature objectivée menace en même temps de soumettre les êtres humains aux mêmes procédures d'objectivation. Au XX^e siècle, capitalisme et communisme ont partagé cette conception. À terme, Olivier Rey prévoit que l'effondrement de la civilisation thermo-industrielle entraînera celui du programme transhumaniste, puisque « sa mise en œuvre sous-entend que le monde tel qu'on le connaît va perdurer » (p. 171). À quelque chose, malheur est bon.

Ancien élève de Jürgen Habermas et professeur à l'UCLouvain, Mark Hunyadi (né en 1960) s'est spécialisé dans la critique du libéralisme, déjà présente dans *La tyrannie des modes de vie. Sur le paradoxe moral de notre temps* (Le Bord de l'eau, 2015), court essai remarquable. Aussi enthousiasmant, le nouveau place le posthumanisme⁽¹¹⁾ en regard de la philosophie politique et morale et en fait un symptôme par excellence de la « petite éthique »⁽¹²⁾ du libéralisme, celle qui ne jure que par l'individu et lutte à mort contre le paternalisme et les idéologies. Qui-conque adhère à la numérisation du monde en jouissant de ses objets connectés participe aussi à l'avancée du posthumanisme, ne fût-ce qu'à son corps défendant. Condition de la domination du système, la fragmentation numérique sépare les usages de leurs conséquences systémiques : chacun apprécie les avantages apportés par son smartphone sans éprouver le moindre scrupule⁽¹³⁾ d'alimenter l'ogre *Big Data* qui un jour le dévorera. Le récit posthumaniste, à la fois évolutionniste et moral, nous annonce la possibilité de nous « augmenter » technologiquement pour atteindre la santé parfaite, aiguïser nos sens, accroître nos capacités d'attention et de concentration, notre intelligence, notre confiance en soi et nous rendre plus généreux ; mais tout cela, est-ce simplement une liberté individuelle de plus, voire un nouveau droit moral ? « Contrairement à ce que prétend la vulgate libérale, la liberté de s'augmenter ne saurait être une liberté individuelle comme une autre, parce qu'elle pré-suppose, pour pouvoir s'exercer, la mise en place de tout le système technique qui la rend possible » (p. 62). C'est donc au prix d'une servitude collective



Illustration : Olivier Spinevine

– en bonne voie d'être enracinée dans des modes de vie robotisés et tyranniques – qu'une minorité de techno-élus pourraient se payer (grassement) la liberté (sic) de passer à un stade supérieur (sic) de l'humanité. Ces aspirants étant acquis à l'idéologie des droits individuels, « *le posthumanisme conjugue donc dans un même mouvement [...] un frénétique activisme de soi caractéristique de l'individualisme libéral et l'adhésion passive à un fatalisme de système qui se traduit par la soumission docile à des modes de vie non choisis* » (pp. 136-137).

Mark Hunyadi reprend ici sa thèse selon laquelle les modes de vie représentent la clé de voûte du capitalisme avancé, cette clé à laquelle il faut s'attaquer. Il précise que l'on peut être technophile (ce qui est son cas) et opposé au posthumanisme et à la technocratie, car il est essentiel de garder la maîtrise politique de la reproduction et des change-

ments de nos sociétés, ce qui implique de refuser leur technologisation intégrale et « l'idéal robot » tels qu'ils nous sont prophétisés, en même temps qu'insidieusement imposés, sans alternative possible et comme un fait accompli, par les entrepreneurs et ingénieurs des GAFA⁽¹⁴⁾ et des NATU⁽¹⁵⁾, auxquels les politiques laissent les mains libres, quand ils ne leur donnent pas un salutaire coup de main ! Tout héroïques qu'ils soient, les actes individuels de résistance n'auront pas raison de ce système tant que des institutions politiques ne seront pas en mesure d'impulser un autre cours des choses qui signifierait la fin de l'hégémonie technicienne imposant aux individus « *des attentes de comportement telles qu'il leur est de plus en plus difficile, à vrai dire quasiment impossible de s'y soustraire* » (p. 139). La politique actuelle n'aborde les problèmes que par la lorgnette de la petite éthique, qui voit tout en termes de liberté individuelle, de sécurité et de droit des per-

sonnes. La politique appelée de nos vœux requerrait d'abandonner (relativement) le calcul au profit du jugement et d'« *organiser un agir commun* » qui régulerait urgemment les finalités du développement technologique, par exemple en imposant un « *Sabbat sur la technique* », c'est-à-dire « *que l'homme accepte de ne pas faire tout ce qu'il pourrait* » (p. 104). Car « *le futur n'est pas indexé au progrès technique* » (p. 164), ou du moins ne devrait-il pas l'être... Voudrions-nous vivre dans une « *algorithmocratie* » ?

Bernard Legros

(1) Pièces et Main d'Oeuvre, *Manifeste des chimpanzés du futur. Contre le transhumanisme*, Service compris, 2017.

(2) Philippe Baqué, *Homme augmenté, humanité diminuée. D'Alzheimer au transhumanisme, la science au service d'une idéologie hégémonique et mercantile* (Agone, 2017) ; Dominique Folscheid, Anne Lécu & Brice de Malherbe, *Le transhumanisme, c'est quoi ?* (Cerf, 2018) ; Béatrice Jousset-Couturier, *Le transhumanisme. Faut-il avoir peur de l'avenir ?* (Eyrolles, 2016) ; Mark O'Connell, *Aventures chez les transhumanistes* (L'Échappée, 2018) ; Mathieu Terence, *Le transhumanisme est un intégrisme* (Cerf, 2016.) ; Jacques Testart & Agnès Rousseaux, *Au péril de l'humain. Les promesses suicidaires des transhumanistes* (Seuil, 2018).

(3) D'où leur désignation de technologies convergentes.

(4) La singularité technologique, annoncée par Ray Kurzweil pour 2045, est ce moment hypothétique où l'intelligence artificielle supplantera définitivement l'intelligence organique humaine.

(5) Cette crise globale systémique, déjà décrite dans des ouvrages précédents de Michel Weber (*De quelle révolution avons-nous besoin ?*, Sang de la Terre, 2013 et *Pouvoir, sexe et climat. Biopolitique et création littéraire chez G. R. R. Martin*, Le Cénacle, 2017), est à nouveau passée en revue ici.

(6) Un des courants transhumanistes se revendique de la gauche libérale : James Hughes aux États-Unis, l'association Technoprogram dans nos contrées, co-présidée par le Belge Didier Cœurnelle, par ailleurs membre du parti Ecolo (!). L'autre est d'obédience libertarienne.

(7) Cf. Olivier Rey, *Itinéraire de l'égaré. Du rôle de la science dans l'absurdité contemporaine*, Seuil, 2003.

(8) C'est « l'effet vitrine » : « *constituer la divulgation sans danger qui protège des questions ultérieures, dangereuses celles-là* », in Pierre-Philippe Druet, Peter Kemp & Georges Thill, *Technologies et sociétés*, Gallilée, 1980, p. 117.

(9) « [...] la vérité sera un jour la force [...] Les forces de l'humanité seraient ainsi concentrées en un très petit nombre de mains, et deviendraient la propriété d'une ligue capable de disposer même de l'existence de la planète et de terroriser par cette menace le monde tout entier. » In *Dialogues philosophiques*, p. 74, cité dans l'ouvrage, p. 124.

(10) Il contredit ainsi la thèse d'Éric Sadin qui voit dans l'intelligence artificielle un antihumanisme. Cf. *L'intelligence artificielle ou l'enjeu du siècle. Anatomie d'un antihumanisme radical*, L'Échappée, 2018. Précisons que Rey ne décerne pas de *satisfécit* au transhumanisme en raison de cette filiation, contrairement à Gilbert Hottis qui, dans *Le transhumanisme est-il un humanisme ?* (Académie Royale de Belgique, 2014), répond positivement à sa propre question, avec soulagement, indiquant que la voie est libre, et la morale, sauve.

(11) L'auteur explique ne pas faire de distinction sémantique entre transhumanisme et posthumanisme.

(12) Formule de l'auteur, elle correspond à ce que Ruwen Ogien appelait l'éthique minimale.

(13) Et si d'aventure un scrupule surgissait, il serait vite refoulé.

(14) Google, Apple, Facebook, Amazon. Le premier a l'intention d'« *organiser toute l'information de l'univers* » !

(15) Netflix, Airbnb, Tesla, Uber.

EN FINIR AVEC LES PESTICIDES DE SYNTHÈSE

Depuis les débuts de l'agriculture industrielle, l'usage des pesticides s'est progressivement banalisé dans le monde. Alors qu'ils sont présentés comme produits phytosanitaires, c'est-à-dire chargés de la protection des plantes, il apparaît de plus en plus évident que le terme pesticide avec son suffixe « cide » est le plus approprié. Car les herbicides tuent des plantes, les insecticides tuent des insectes, les fongicides tuent des champignons et des levures et pas uniquement les individus prétendument ciblés.

Dès 1962, la biologiste américaine, Rachel Carson, lançait un pavé dans la mare avec la publication du Printemps silencieux (*Silent Spring*). Ce livre prémonitoire annonçait la catastrophe écologique à venir avec la disparition programmée des oiseaux. Elle mettait en cause, le produit phare de Monsanto, le DDT, et tous les pesticides organochlorés accusés de menacer le vivant et, en bout de chaîne écologique, l'homme lui-même. Il est vrai que la toxicité des organochlorés est très élevée et qu'ils sont difficilement biodégradables de sorte qu'ils s'accumulent dans les chaînes alimentaires.

Il aura quand même fallu attendre 1978 pour que l'Europe prenne une décision qui s'imposait depuis longtemps (directive 79/117/CEE du 21/12/1978). Cette interdiction n'a eu lieu que du fait de la disponibilité de substances présentées comme moins problématiques pour l'environnement, les organophosphorés, composés de synthèse contenant du carbone et du phosphore. Contrairement aux organochlorés, ils n'ont pas de rémanence significative dans l'environnement ; par contre, ils présentent une toxicité aiguë très élevée. Ils sont donc très dangereux pour les agriculteurs et leurs proches. De même, les carbamates, à la fois insecticides et fongicides, ont un mécanisme d'action comparable à celui des organophosphorés. L'effet produit sur le système nerveux est plus rapide mais moins persistant.

Les risques liés à ces deux familles d'insecticides ont conduit à la mise au point de substituts présentés comme moins toxiques, voire comme qua-

si-écologiques, les pyréthrinoïdes, dont la structure est inspirée de celle de la pyréthrine, insecticide naturel, présent dans le pyrèthre, une plante voisine du chrysanthème. Mais alors que la pyréthrine naturelle se décompose sous l'effet de la lumière, les pyréthrinoïdes ont une demi-vie nettement plus longue. Par ailleurs, leurs propriétés neurotoxiques les rendent très dangereux pour l'homme en cas d'inhalation ou d'absorption cutanée. Qu'à cela ne tienne, la créativité des scientifiques de l'industrie phytopharmaceutique, est restée performante : les néonicotinoïdes sont apparus pour lutter contre les nuisibles. Pas de chance : il est apparu rapidement qu'ils s'en prenaient aussi aux abeilles et autres insectes pollinisateurs

Au rayon des herbicides, après les dérivés de l'acide chlorophénoxyacétique que sont les 2,4-D et le 2, 4,5-T, phytohormones de synthèse tristement célèbres pour leur utilisation massive comme défoliants par l'armée américaine lors de la guerre du Vietnam et pour leur contamination par des dioxines, ce sont les triazines qui ont été largement utilisés, notamment pour la culture du maïs. Il s'agit de l'atrazine, de la simazine et de la terbuthylazine. Ces herbicides très rémanents contaminent largement les eaux de surface et les eaux souterraines. Après la simazine, l'atrazine, connue depuis les années 1990 comme perturbateur endocrinien, a finalement été interdite d'utilisation en 2007 dans l'Union européenne. À signaler que la déséthylatrazine, le principal métabolite de l'atrazine, et l'atrazine sont toujours détectés en concentrations élevées dans les eaux souterraines de Wallonie, en

raison de leur persistance et de leur mobilité dans les sols et les aquifères.

QU'EN EST-IL DES FONGICIDES ?

Moins souvent mis en cause du fait de leur action sur des êtres vivants moins familiers, les champignons et les levures, les fongicides viennent à juste titre d'être placés sous les projecteurs par un groupe de scientifiques et de médecins français. Ces scientifiques mettent en cause la nouvelle génération de fongicides, les SDHI (ou inhibiteurs de la succinate déshydrogénase) Il s'agit de nouveaux représentants de cette famille connue et utilisée depuis les années 1960-1970, plus efficaces. Désormais utilisés à grande échelle, ces SDHI se retrouvent dans nos assiettes à travers la contamination des aliments et sont ainsi susceptibles d'entraîner des dérèglements cellulaires chez l'homme.

Se basant sur l'insuffisance des tests toxicologiques préalables à leur autorisation de mise sur le marché, ces scientifiques lanceurs d'alerte appellent à une suspension de l'utilisation des SDHI. Cette saga des pesticides qui s'étale sur 7 décennies est marquée par une succession d'innovations technoscientifiques qui ont donné naissance à de nouvelles familles présentées à chaque fois comme plus performantes et moins problématiques pour l'environnement et la santé humaine. À chaque fois, il s'est avéré malheureusement que des effets destructeurs non envisagés ont été mis à jour après coup.

QU'EN EST-IL EN RÉALITÉ ?

Les faits montrent que la vision guerrière des tenants de l'agriculture industrielle selon laquelle il faut éliminer insectes ravageurs, mauvaises herbes, moisissures et champignons qui perturbent les cultures et réduisent les rendements, grâce à un arsenal de produits chimiques conçus à cet effet n'est pas réaliste. Elle provoque en effet des dégâts écologiques et sanitaires irréversibles. L'effondrement de la biodiversité en cours depuis de nombreuses années atteint aujourd'hui un niveau critique dénoncé par de multiples études récentes.

Les dégâts à la santé, largement documentés depuis de nombreuses années, sont généralement contestés tant par les firmes productrices de pesticides que par les institutions en charge de la santé publique crispées sur l'exigence de mise en évidence d'une relation cause-effet concluante. Mais les preuves s'accumulent et l'année 2018 a



Illustration: Priscilla Beccaria



La fable du terrorisme face à la bonté naturelle de l'Occident perpétue ses effets sur les esprits nourris au biberon des médias qui appartiennent à ceux à qui profitent les guerres. L'ouvrage de Jean-Loup Izambert, fruit d'une longue enquête, nous rappelle ainsi comment de Mitterrand à

Macron, 56 dirigeants politiques ont participé activement, en soutenant des organisations terroristes dans leur tentative d'abattre la république laïque syrienne, à nourrir d'une main la folie meurtrière qu'ils disaient combattre de l'autre. Certes, oser dire cela suscite le plus souvent un réflexe pavlovien d'attaque, forme de réquisitoire d'un sujet déblatérant qui dispense de toute pensée argumentée, la catégorisation de l'autre en « Facho » ou « Pro-Bachar » semblant suffire à elle-même. Brossant en cinq chapitres les responsabilités de la France, l'auteur montre dans un premier temps comment l'agression contre la Syrie, « quelles que soient ses tares » (p.25), relève de l'ingérence et de l'il-légalité internationale, qui devraient mener Hollande et Sarkozy sur les bancs de la cour pénale internationale et la France devant la Cour Internationale de justice de l'ONU. Il décrit par après minutieusement les implications personnelles des dirigeants politiques et l'enfumage de l'opinion publique orchestrée par l'Élysée via ses fidèles serviteurs que sont les médias reproduisant des informations totalement inventées. L'ouvrage s'achève sur un entretien avec la députée indépendante de l'Assemblée du peuple de la République arabe syrienne, donnant une tout autre image de la Syrie que celle décrite par les médias occidentaux. Rempli de sources et de faits, l'ouvrage offre par ailleurs une critique assez approfondie du rôle des médias en temps de guerre, mais aussi du système capitaliste, de l'impérialisme, ainsi qu'un tableau géopolitique où Israël et les pays du Golfe jouent un rôle primordial.

Jean-Loup Izambert, *56, Tome 2, Mensonges et crimes d'État*, IS Édition, 2017, 366 pp., 20€

A.P.



Comment accorder jugement et désir ? En particulier comment, si on veut militer pour une cause, concilier cet engagement avec la quête de la vie bonne ? C'est aussi cette faille, manifestée dans les années post 68, et qui ne s'est jamais refermée, que permet d'affronter le concept de « résonance » développé par Hartmut Rosa dans son dernier ouvrage, 8 ans après *Accélération*. Mais *Résonance* se présente aussi comme un remède à l'accélération de nos sociétés capitalistes, comme un choix préférentiel d'axes de dialogue avec le monde, plutôt qu'une domination mortifère de celui-ci.

Il paraît impossible de résumer les différents aspects de cette notion qui ambitionne de renouveler le cadre d'une théorie critique de la société. Disons qu'elle se construit en opposition avec une attitude réifiante, instrumentale face au monde, attitude qui reste toutefois en partie nécessaire. Disons qu'elle est par principe indisponible (pas maîtrisable, ce qui serait contradictoire), mais que ses axes peuvent être favorisés, tandis que la société capitaliste les oblitère. Disons qu'elle prône la coïncidence d'évaluations fortes (ce qui importe au jugement) et d'évaluations faibles (ce qui importe au désir) (p.154). Disons pour conclure qu'elle propose un changement de paradigme : « *Ce n'est pas l'accès aux choses, mais la qualité de la relation au monde qui doit devenir la norme de l'action politique et individuelle* » (p.501).

Hartmut Rosa, *Résonance, Une sociologie de la relation au monde*, éditions La Découverte, 2018, 28€.

Xavier Vanandruel



Le conflit israélo-palestinien n'évoque, en général, que des scènes de violences. L'auteure aborde ici une autre dimension, essentielle : le rôle joué par les politiques israéliennes d'aménagement du territoire, dont la construction du Mur et les nouvelles colonies de peuplement ne sont que les parties

les plus visibles. Or, la question du contrôle du territoire est évidemment l'enjeu principal du conflit, ceci avant même la création de l'État d'Israël.

C'est ce que l'auteure appelle *l'obsession territoriale d'Israël*, depuis le choix des lieux des premières implantations juives sous le mandat britannique, jusqu'à la construction de nouveaux quartiers, en passant par le rôle des routes, des ponts, des tunnels, toutes réalisations impossibles sans la suprématie militaire, mais qui contribuent à transformer cette conquête militaire en domination démographique durable. Cette stratégie vise à assurer la judaïsation du pays (notamment en créant les conditions de l'accueil des Juifs de la diaspora) et à marginaliser la population palestinienne. Mise en œuvre sous des formes variant en fonction des conditions et des époques, cette stratégie est d'une efficacité remarquable.

L'auteure passe ensuite à Rawabi, la "ville du futur" palestinienne. Le projet de Rawabi, une ville entièrement nouvelle entre Naplouse et Ramallah, constitue une rupture historique par rapport à la manière défensive (s'opposant à Israël au coup par coup) dont les Palestiniens ont presque toujours abordé les problèmes d'aménagement du territoire. Dans un chapitre passionnant sont décrits les aléas et les difficultés de ce chantier, dont, bien entendu, la question de l'accès à l'eau, l'obstruction des colons très proches, mais aussi les réticences, voire l'opposition d'une partie de la société palestinienne, qui voit dans l'idée même de Rawabi une normalisation de la coexistence avec l'Occupation. À lire !

Julieta Fuentes-Carrera, *Israël, l'obsession du territoire, éditions Armand Colin*, 224p., 28,05€.

Michel Brouyaux



À travers une étonnante galerie de portraits, les auteures nous offrent des grilles de lecture de ce peuple sans état. Qui sont-ils ? Que pensent-ils ?

Depuis 25 ans, la société palestinienne a été profondément transformée. L'agriculture, par exemple, est passée de 60 % du PIB à... 5%, les accords d'Oslo ayant "transformé un peuple

de paysans en mendiants professionnels". Absence de politique agricole, confiscation de terres par la colonisation, départs pour l'exil : même si existent des initiatives de retour à la terre et à l'autosuffisance alimentaire perdue, le tableau paraît bien sombre. Mais la Résistance ne baisse pas les bras, même si elle peut prendre de multiples visages : l'entretien avec Leila Khaled est particulièrement éclairant. L'interview de Muhammad Alayan, père d'un *martyr*, est plus nuancé. Des anciens combattants armés se demandent quoi faire de leurs vies. D'autres pratiquent avec ténacité la résistance non-violente.

Les effets psychologiques de l'Occupation sont examinés dans l'entretien avec la psychiatre Samah Jabr, directrice de l'unité de santé mentale au ministère palestinien de la santé. On découvre aussi Turmus Aya, près de Naplouse, un étonnant village de Palestiniens américains, revenus avec l'espoir de voir naître l'état palestinien "promis" par Oslo. Ou la "Silicon Valley" de Ramallah, où l'avenir est vu avec l'optimisme des créateurs de start-up. Un paragraphe aborde aussi le risque consumériste : la consommation, comme alternative au projet de libération, est encouragée tant par l'Autorité palestinienne que par Israël. Très critique aussi, un regard sur le rôle des ONG, par exemple quand des "partenaires étrangers" demandent aux mouvements de résistance non-violents d'abandonner BDS.⁽¹⁾ Un livre très riche, construit en petits chapitres qui en facilitent la lecture et qui rappelle, si besoin était, le profond

attachement des Palestiniens à leur patrie, même si ce sentiment peut s'exprimer de manières très différentes.

Mélinée Le Priol, Chloé Rouveyrolles, *Palestiniens, Ateliers Henry Dougier, collection Lignes de vie d'un peuple*, 2018, 134p., 14€.

Michel Brouyaux



Le dernier ouvrage de Bruno Latour, *Où atterrir ?*, est actuellement abondamment cité dans le domaine des sciences sociales : sa pensée politique très originale bouscule beaucoup d'esprits. Déjà, dans un ouvrage précédent, *Face à Gaïa*, il avait montré que nous vivons une époque sans précédent où les bouleversements climatiques et

écologiques placent l'humanité face au retour vengeur des puissances naturelles jusqu'ici dociles.

Dans *Où atterrir ?*, il constate, comme d'autres, la trahison de ceux qui prétendent diriger nos sociétés : « *Tout se passe comme si une partie importante des classes dirigeantes (...) était arrivée à la conclusion qu'il n'y aurait plus assez de place sur terre pour elles et pour le reste de ses habitants. Par conséquent, elles ont décidé qu'il était devenu inutile de faire comme si l'histoire allait continuer de mener vers un horizon commun où "tous les hommes" pourraient également prospérer. Depuis les années 1980, les classes dirigeantes ne prétendent plus diriger mais se mettre à l'abri hors du monde* ».

Confronté à ces menaces, Latour propose une alternative aux blocages actuels. Il montre la tension génératrice de violence entre les deux projets qui opposent nos contemporains. D'un côté, il y a les vainqueurs momentanés, les modernes, qui veulent imposer une globalisation, uniformisation, technologisation, américanisation du monde. De l'autre côté, les laissés-pour-compte se réfugient vers un local passéiste, traditionnel, replié sur soi, qu'ils trouvent rassurant. Des forces de droite comme de gauche tendent vers ces deux conceptions appelées « *attracteurs* ». Latour propose quant à lui de sortir de ce duel stérile et définit un nouvel attracteur, « *le Terrestre* ». S'il le nomme ainsi, c'est parce qu'il juge les deux autres directions comme hors des réalités terrestres, générant des individus coupés de leur sol (chassés au Sud, culturellement déstabilisés au Nord). Il propose donc une Terre, c'est-à-dire une conception du monde où ceux qui ont été déracinés par « *la grande accélération* » pourraient atterrir. Il faut lire *Où atterrir ?* pour saisir la richesse de ce « Terrestre » proposé par Latour mais sachez que les non-humains y reprennent la place dont on les a exclus, que la mesure humaine en est bannie, que la seule froide rationalité doit y composer avec les affects, les sentiments humains, interdits à l'*homo oeconomicus*. On est frappé par la prescience des mouvements sociaux de couleur jaune vécus fin 2018. Il suggérerait même, pour aider les peuples à définir collectivement la société dans laquelle ils veulent vivre, de leur permettre d'écrire leurs désirs dans des *Cahiers de Doléances*, ceux qui ont précédé de peu la Révolution de 1789 et que les maires des villages de France ont aujourd'hui rouverts...

Bruno Latour, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte, collection Cahiers libres, 2017, 157 pp., 12€.

A.A.



Gérald Brassine, hypnothérapeute spécialisé dans le traitement des stress post-traumatiques s'originant dans les abus sexuels, a publié récemment un roman qui mériterait une bien meilleure diffusion que celle qu'il a jusqu'ici reçue.

Qu'est-ce qu'un roman ? Une

forme d'expression littéraire proposant, à partir d'un récit imaginaire, de prendre ses distances avec le quotidien afin de pouvoir s'y replonger avec une plus grande acuité. Une triple spontanéité y est donc à l'œuvre. Premièrement, l'auteur crée librement des personnages et une trame narrative. Ici, il s'agit d'un roman doublement initiatique. D'une part, il dépeint le devenir-adulte d'un jeune homme ; d'autre part, il décrit, avec beaucoup de finesse et de réserve, la réalité du traumatisme sexuel, sa systématisation dans les milieux pédophiles, et la puissance de la cure hypnotique. Deuxièmement, le lecteur s'investit, selon ses besoins et ses désirs, dans cet univers en se l'appropriant plus ou moins oniriquement. Avec ce roman, on est pris, tour à tour, par l'insoutenable réalité des abus et le suspense du déroulement de la (ré)action. Troisièmement, chacun retourne enfin à sa besogne, enrichi des instants passés à la création de cette parenthèse, ou à la fréquentation du récit. *La Vengeance du jaguar* nous aura offert trois choses : un roman d'apprentissage (« Bildungsroman ») psychodramatique, un aperçu des tenants et des aboutissants du trauma, et un message d'espoir individuel et politique. Malgré quelques dissonances stylistiques et courts-circuits dans la narration, il sera lu avec profit par un très large public.

Gérald Brassine est également l'auteur de *Faut-il parler de ça aux enfants ? Prévenir, détecter et gérer les abus sexuels subis par les enfants* (Saint-Jean-de-Braye, Éditions Dangles, 2008 ; réédité depuis à compte d'auteur)

Gérald Brassine, *La Vengeance du jaguar*, Liège, Flamingo Éditions, 2016, 424pp., 24,90€

Michel Weber



Jadis à la recherche de la vérité, la philosophie postmoderne préfère les délices du politiquement correct, ce qui amène J.-F. Braunstein à remettre les pendules à l'heure. Outre-Atlantique, les thèmes du genre, de l'animal et de la mort ont suscité quantité d'études académiques, avant d'essaimer de ce côté-ci de la

Grande Flaque. Leur fil rouge est l'indifférenciation : « [le] refus de toute espèce de distinction est [aussi] un refus de s'inscrire dans l'ordre symbolique, avec les découpages qu'il opère dans le réel, au moyen essentiellement du langage et conjointement de la raison » (p.263). Les études de genre, portées d'abord par John Money puis par Judith Butler, recueillent le plus d'écho dans le public, mais suscitent aussi beaucoup de résistances. La « folie animalitaire » (leur octroyer des droits, pratiquer la zoophilie, e.a.) ainsi que la redéfinition et la banalisation de la mort, dans le but de promouvoir l'euthanasie, les prélèvements d'organes et même l'infanticide (!), sont portés par des philosophes états-uniens emmenés par les célèbres Peter Singer et Donna Haraway, que l'auteur dénonce sans concession. Ils surévaluent la culture – autrement dit, l'âme – au détriment d'une nature minorisée – le corps –, ce qui en fait des néognostiques. Parmi d'autres exemples, la négation du corps aboutit à des extrémités comme l'amputomanie, i.e. l'amputation volontaire de membres ! Plutôt que de marteler la préservation d'un humanisme tantôt absent, tantôt trop envahissant, Braunstein en appelle plus simplement à l'exercice de la raison et à la décence ordinaire pour poursuivre l'aventure philosophique.

Jean-François Braunstein, *La philosophie devenue folle. Le genre, l'animal, la mort*, Grasset, 2018, 393pp.

B. L.



Polytechnicien à la retraite, Christian Araud dessine les contours et décrit les contenus, actuels et futurs, d'une société libérée de la croissance, de l'économie obèse et de la politique trompeuse mais en probable effondrement, en partageant avec le lecteur le fruit de sa longue expérience professionnelle au service du développement — cause qu'il a entre-temps rejetée. Son nouvel essai fait place tant à une approche scientifique que politique et philosophique. Dans les premières parties, il compare les différents scénarios scientifiquement fondés (J. Forrester, D. Meadows, le facteur Quatre, G. Turner) et les systèmes sociopolitiques (D. Flemming, C. S. Holling) qui aboutissent à l'effondrement, en soupesant leurs points forts et inconvénients, concluant que le pire scénario, celui du *business as usual* et de l'explosion technologique, est malheureusement le plus crédible. La philosophie prend ensuite le relais, avec une intéressante explication du « matérialisme culturel » de Marvin Harris, des utopies réalistes rurales et urbaines et du modèle de la permaculture. Il esquisse ce à quoi devrait ressembler une société sobre, démocratique et conviviale, parfois avec un pragmatisme tout technicien lorsqu'il prône l'usage de l'imprimante 3D et d'objets connectés dans certains cas précis. Enfin, il propose de passer à l'action en commençant par la simplicité volontaire — bien que limitée dans ses effets —, puis par les actions collectives dans le domaine monétaire et politique. « La plupart des personnes ne se projettent pas dans l'avenir, ou plus exactement ils se projettent dans un avenir impossible ! » (p. 257). L'essai donne une synthèse intéressante en un nombre limité de pages et aide à penser un avenir non seulement possible mais désirable.

Christian Araud, *Survivre au futur, vivre au présent*, Libre & solidaire, 2018, 262pp.

B. L.



Ce nouvel opus de Jean-Claude Michéa n'apprendra rien de vraiment nouveau à ceux qui ont lu les précédents, si ce n'est par des exemples puisés dans l'actualité macronienne. Pourtant, le retrouver régulièrement dans les librairies depuis une dizaine d'années fait du bien en ces temps sombres de régression politique et de confusion idéologique. Le philosophe, devenu aussi paysan, continue à cogner sur l'idéologie libérale, en exposant ses impasses, apories, hypocrisies et sophismes. Entre autres à l'aide de références historiques souvent oubliées, comme les populistes russes, et d'une intelligente relecture de Marx, il reprend et développe deux de ses principales thèses : la prévalence du Marché et du Droit pour réguler la vie sociale, et le nouage entre libéralisme économique et libéralisme culturel. Certains de ses confrères (Mark Hunyadi, André Perrin, Pièces et Main d'Œuvre, etc.) ont droit à un coup de chapeau, d'autres à un coup de griffe (Ruwen Ogien, Michel Serres, Laurent Joffrin, etc.). Son sens de la formule fait toujours mouche, ainsi lorsqu'il parle de « *Mai 68 portant plainte contre Mai 68* », suite à l'affaire Weinstein et dans le contexte de l'offensive de la théorie du genre. Car Michéa n'a de cesse de pourfendre la plupart des « évolutions sociétales », tant elles marquent l'aboutissement implacable de cette logique libérale qui ramène à la guerre de tous contre tous. En fin de livre, il plaide pour « *la liberté de pensée et d'expression sous toutes les formes qu'elle peut revêtir* » (p. 151). Un combat essentiel à l'heure actuelle.

Jean-Claude Michéa, *Le loup dans la bergerie*, Climats, 2018, 164pp.

B. L.



Peu contesteraient l'idée que le bonheur devrait faire partie de la vie et que s'aménager des conditions qui lui sont favorables est important. L'économie du bonheur et la psychologie positive se sont donc saisies de cette réalité pour en tirer profit. S'adaptant parfaitement à l'individualisme propre à nos sociétés libérales, l'injonction au bonheur personnel est venue épouser la figure du « self-made-man », vous rendant par la même occasion l'unique responsable de vos déboires et souffrances. Si l'intention d'aider à se sentir mieux est louable, la conceptualisation de ce bonheur pour ceux qui en ont fait une « science » pose de nombreuses questions, auxquelles répondent Edgar Cabanas et Eva Illouz tout au long de leur livre. Il est notamment important de recevoir avec circonspection les résultats d'une recherche dont les postulats sont défectueux. Les auteurs démontrent dans leur ouvrage à qui profite cette industrialisation du bonheur et quelles fonctions elle assure. On peut y voir qu'elle sert, notamment : la société marchande : « *Le bonheur, envisagé comme unité de rendement, pouvait ainsi être directement relié au comportement consumériste, quel que soit le pays, et ce, de très diverses manières* » (p.63) ; la négation d'une société structurée en classe : « *les valeurs méritocratiques et individualistes qui sous-tendent l'idéologie du bonheur occultent totalement les différences de classe, pourtant fondamentales, les prosélytes de cette idéologie préférant l'égalité des chances psychiques à l'égalité des conditions* » (p.70) ; les discours et pratiques sur l'inutilité de réduire les inégalités, certains indiquant même que celles-ci seraient une condition du bonheur. En somme, nous sommes passés de l'ère du citoyen à celle du « psytoyen » (p.154). Soyez donc heureux, ça fera le bonheur du capitalisme !

Edgar Cabanas et Eva Illouz, *Happycratie, comment l'industrie du bonheur a pris le contrôle de nos vies*, Premier Parallèle, 2018, 272p., 21€.

A.P.

Par ici les revues !

Nos amis activistes de Lille, parmi lesquels Tomjo, publient Hors-Sol, « le journal le plus radical du monde ». Le n° 5 (juin 2018) est intitulé « Inhumanité numérique » et fait le point de l'avancement de cette « peste » dans le Nord, allant de l'art contemporain flattant le transhumanisme à la liquidation de la mémoire ouvrière, en passant par le bétonnage de la friche Saint-Sauveur. On y trouve aussi une longue interview de l'historien François Jarrige.

Contact : 49, rue Daubenton à F-59100 Roubaix. Courriel : hors-sol@herbesfolles.org

Socialter publie un hors-série de 98 pages consacré au thème de l'effondrement (« Et si tout s'effondrait ? »), avec des textes ou interviews inspirants de Pablo Servigne, Yves Cochet, Mr Mondialisation, Auguste Bergot, Gaël Giraud, Vincent Mignerot, Antoine Louvard, Vincent Gautier, Enzo Lesourt, Anne Rumin, Bertrand Vidal, Laury-Anne Cholez, Alain Caillé, Pauline Porro, Agnès Sinaï, Cyril Dion et Alice Canabate.

Abonnements à socialter@abomarque.fr; tél. : +33-534.56.35.60.

B. L.

(1) BDS : Boycott, désinvestissement, sanctions est un mouvement créé en 2005 par la société civile palestinienne pour lutter contre l'Occupation.



Péril jaune, le pouvoir tremble. Ou comment une France abandonnée se réveille et menace l'establishment. Ne faut-il pas sonner l'hallali de cette caste politico-médiatique au seul service des multinationales ?

Illimitations

Transhumanisme, capitalisme numérique, déni de la différence des sexes, nucléaire... comment nos sociétés refusent toute idée de limite et préparent le chaos.



Kairos



Le numéro spécial disponible sur commande ou sur demande à votre libraire

BRÈVES

LES MAUVAIS MOTS DU MINISTRE JEAN-LUC CRUCKE

Alors que le ministre wallon Jean-Luc Crucke⁽¹⁾ déclare que « la Wallonie doit être non pas "bas carbone", mais "pas carbone" » (*La Libre Belgique* du 9 décembre), son gouvernement n'en finit pas de mettre en place des projets qui vont à l'encontre des impératifs climatiques et des objectifs de la COP21, lesquels, comme ceci le confirme si besoin était, sont non contraignants. Un de ces projets mentionné récemment dans la presse est le remplacement des luminaires équipés de lampes à décharge (au sodium et autres) par des luminaires LED⁽²⁾ sur le réseau routier wallon « structurant » et non structurant⁽³⁾.

Le remplacement des seuls luminaires du réseau structurant coûtera 600 millions d'euros aux Wallons, au profit unique de la SOFICO, de ses fournisseurs et de leurs actionnaires⁽⁴⁾. Au prétexte d'une économie de consommation d'énergie électrique de 60%, bien qu'il soit connu que l'éclairage des routes et autoroutes n'apporte rien en termes de sécurité et soit en contradiction avec les déclarations du gouvernement wallon lui-même : « *Lorsqu'il avait décidé de restreindre à quelques zones l'éclairage autoroutier de nuit, le Gouvernement wallon avait expliqué qu'il coûtait très cher et... qu'il n'apportait rien d'intéressant en termes de sécurité* »⁽⁵⁾. Passent aussi à la trappe l'énergie

consommée et les gaz à effet de serre produits lors du cycle de vie de ces luminaires (à toutes les étapes, de l'extraction des minerais jusqu'à la mise en décharge), de même que la pollution lumineuse dont l'effet est désastreux sur la biodiversité, les populations d'insectes en particulier.

Le ministre Jean-Luc Crucke et ses comparses en destruction de tout ne peuvent se défaire de leur logique de croissance et sont prêts à tout pour garder le pouvoir, y compris à tenir les discours les plus absurdes, en attendant sans doute de se prêter au pire.

Francis Leboutte

ENFANTS DE TCHERNOBYL

Si la catastrophe de Tchernobyl eut lieu il y a 32 ans, elle continue d'impacter grandement les populations qui s'y trouvent, mises en contact permanent avec des matières telles que le césium 137. Les enfants sont les plus exposés à cette matière constituant un énorme danger pour la santé, pénétrant leur organisme en pleine croissance qui capte en moyenne quatre fois plus ces particules que les adultes. Mais pour les aider, il se trouve que les éloigner des lieux contaminés ne fût-ce qu'un mois sur l'année participe à une diminution de la charge

en césium allant jusqu'à 60%. Fondée en 1990, l'AS-BL belge « Les enfants de Tchernobyl » se consacre à trouver des familles d'accueil pour ces enfants durant un mois, en juillet et août. Elle a également élargi ses actions à la santé, l'éducation et la culture en tissant un réseau de solidarité entre la Belgique et le Bélarus. Ayant déjà consacré deux dossiers et des articles à la lutte anti-nucléaire, Kairos soutient vivement l'association. Plus d'informations sur leur site : <http://enfants-de-tchernobyl.be/>

Adrien Blaton

(1) Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports.

(2) Communiqué de presse du ministre Carlo di Antonio, <http://diantonio.wallonie.be/home/presse--actualites/publications/leclairage-led-sur-lensemble-du-reseau-routier-wallon-publicationfull.html> où on apprend aussi que le montant attribué ainsi au réseau non structurant est de 22 millions d'euros.

(3) Les 2.300 km du réseau dit « structurant » (sic) sont composés de 875 km d'autoroute et des 1.425 km des principales routes nationales wallonnes. Les voiries restantes, 6.200 km, constituent le réseau « non structurant ».

(4) 63.000 supports et près de 73.000 luminaires. SOFICO : Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures (www.sofico.org/fr).

(5) https://www.rtf.be/info/belgique/detail_les-autoroutes-wallonnes-a-nouveau-illuminees-toute-la-nuit?id=10114223

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRIOBEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros, 24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!
PARTAGER!